

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**de prescriptions complémentaires relatif au plan d'épandage des digestats issus**  
**de l'unité de méthanisation de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ**

**La préfète du Loiret,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées annexée à l'article L.511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 décembre 2011, modifié par les arrêtés du 23 octobre 2013 et du 30 janvier 2023, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Nappe de Beauce en vigueur sur le territoire des épandages ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014 autorisant la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ à exploiter une unité de méthanisation de déchets non dangereux et à procéder à l'épandage des digestats solides et liquides issus du procédé de méthanisation sur le territoire de la commune d'Escrennes, ZAC Saint Eutrope ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2017 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 autorisant la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ à exploiter une unité de méthanisation de déchets non dangereux et à procéder à l'épandage des digestats solides et liquides issus du procédé de méthanisation sur le territoire de la commune d'Escrennes, ZAC Saint Eutrope ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de fertilisation azotée pour la région Centre Val de Loire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Centre Val de Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le porter à connaissance du 16 mai 2017 de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ sollicitant la modification de plusieurs prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014;

**Vu** le porter à connaissance du 21 mars 2018 de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ sollicitant la modification de plusieurs prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014;

**Vu** le porter à connaissance du 22 février 2019, complété le 11 avril 2019 de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ sollicitant la modification de plusieurs prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014;

**Vu** le porter à connaissance de février 2021, complété les 20 juillet 2021, 9 septembre 2021 et 13 janvier 2022 et février 2025, septembre 2025 et décembre 2025 de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ sollicitant la mise à jour du plan d'épandage des digestats solides et liquides;

**Vu** le porter à connaissance de février 2025, modifié en septembre et novembre 2025 de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ sollicitant la modification de plusieurs prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014;

**Vu** le courrier du 26 février 2018 donnant acte à la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ de l'augmentation du volume du digesteur, soit un volume de 1 900 m<sup>3</sup>, de l'augmentation de la capacité de stockage de digestats solides, soit une capacité de 4 000 m<sup>2</sup> et de la diminution de la capacité du stockage de digestats solides, soit une capacité de 3 500 m<sup>2</sup>

**Vu** le courrier du 3 mai 2019 donnant acte à la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ de la mise en place de la plateforme de stockage d'une superficie de 2 100 m<sup>2</sup> permettant de recevoir 4 500 tonnes de CIVES par an;

**Vu** le courrier du 30 novembre 2021 d'information aux communes concernées par la mise à jour du plan d'épandage;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées à madame la préfète du Loiret du 31 décembre 2025 relatif à l'instruction du dossier de porter à connaissance ;

**Vu** la communication à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires en date du 2 février 2026 ;

**Considérant** la valeur agronomique des digestats produits par l'unité de méthanisation de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ ;

**Considérant** que les parcelles qui sont retirées du plan n'ont jamais reçu de digestats provenant de la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ ;

**Considérant** que les nouvelles parcelles ont fait l'objet d'une étude préalable confirmant qu'elles sont aptes à recevoir les épandages de digestats ;

**Considérant** les doses d'épandage proposées par l'exploitant ;

**Considérant** que les parcelles épandables ne sont pas situées sur des périmètres de protection de captage d'eau potable ni sur des sites NATURA 2000 ;

**Considérant** que les pratiques d'épandage respecteront les dispositions réglementaires nationales et régionales liées à la lutte contre l'impact de la pollution diffuse des nitrates ;

**Considérant** que l'ajout de nouvelles matières entrantes ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la mise à jour du plan d'épandage initial des digestats solides et liquides ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la modification de plusieurs prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014 ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la situation administrative des activités exercées par la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement doit être actualisée ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploiter sollicitées par la société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts visés à l'article L.511-11 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications doivent être actées par arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CODERST ;

**Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret,**

## ARRÊTE

---

# 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BEAUCE GATINAIS BIOGAZ dont le siège social est situé 3 rue du Moulin de la Canne à Pithiviers (45300) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'Escrennes, ZAC Saint Eutrope (coordonnées Lambert 93 X=639456 et Y=6780467) les installations détaillées dans les articles suivants.

Le présent arrêté tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2014 est abrogé à l'exception de son article 1.1.1.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2017 est abrogé.

### 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement sont applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2781-1 b	E	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, déchets végétaux d'industries agroalimentaires : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j	Digesteur	68,5 t/jour 25 000 tonnes par an
2781.2°b	E	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires. La quantité de matières traitées est supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/jour.	Digesteur	
1435	NC	Stations-service : installations ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	Cuve aérienne de GNR	Volume annuel de GNR distribué : 6 m³/an
2160	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	Silo de stockage des issues de céréales Plateforme de stockage des ensilages (CIVES) de 2100 m².	Silo : 100 m³ Plateforme : 2100 m²
2260	NC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage,... des substances végétales et de tous produits organiques naturels.	Broyage et préparation des fumiers.	P : 75 kW
2910.A.2°	NC	Combustion. Lorsque sont consommées exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b)v) de la définition de la biomasse, la biomasse issue des déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.	Chaudière alimentée au biogaz.	P : 0,62 MW
4734	NC	Produits pétroliers et carburants de substitution. Pour les autres stockages.	Cuve aérienne double peau GNR cuve aérienne double peau FOD	Cuve GNR : 2,5 m³ Cuve FOD : 2,5 m³ Q = 4,2 tonnes

(\*) E (Enregistrement) ou NC (Non Classé)



(\*\*) En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Le volume de biogaz produit est de 11 210 Nm<sup>3</sup>/j, soit un volume de biométhane injecté au réseau n'excédant pas 5 910 Nm<sup>3</sup>/jour.

### 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Escrennes	ZK136, ZK15, ZK221 et ZK219	ZAC Saint Eutrope

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

La surface de l'emprise des aménagements réalisés est de 33 404 m<sup>2</sup>.

### 1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment dépotage (= process) de 394 m<sup>2</sup>
- un bâtiment administratif et local technique,
- une trémie d'alimentation des déchets solides de 200 m<sup>3</sup>,
- deux casiers de dépotage des déchets solides de 2x45 m<sup>3</sup>,
- une cuve de réception des déchets liquides de 50 m<sup>3</sup>,
- un post-digester (cuve de maturation) de 2 100 m<sup>3</sup>,
- un digester de méthanisation des déchets de 1900 m<sup>3</sup> utiles,
- un casier de stockage d'issues de 125 m<sup>2</sup>,
- un casier de stockage des fumiers de 160 m<sup>2</sup>,
- un casier de stockage de la paille de 160 m<sup>2</sup>,
- un silo de stockage des issues de céréales de 100 m<sup>3</sup>,
- une cuve de réception de glycérine de 40 m<sup>3</sup>,
- un casier à solides pour le stockage de pièces télescopiques (balayeuse, fourches,...),
- une plateforme de stockage d'une superficie de 2 100 m<sup>2</sup> permettant de recevoir 6 300 m<sup>3</sup> d'ensilages par an constituée de 3 couloirs de 700 m<sup>2</sup> d'une hauteur de 3 mètres ainsi qu'une surface de manœuvre et de voirie d'environ 1 500 m<sup>2</sup> associée à cette plateforme.
- une plateforme de stockage des digestats solides de 850 m<sup>2</sup> (capacité de stockage de 2970 t soit 4,7 mois de production),
- une lagune étanche de stockage des digestats liquides de 5 000 m<sup>3</sup> (soit 7,3 mois de production),
- une unité de purification du biogaz,
- une chaudière d'appoint de 0,62 MW fonctionnant au biogaz (ou au fioul) et régulant notamment la température du digester,
- une torchère de sécurité de brûlage du biogaz et du biométhane,
- un bassin d'infiltration d'eaux pluviales propres de 337 m<sup>3</sup>,
- un bassin d'eaux pluviales sales de 250 m<sup>3</sup>,
- un pont bascule,
- un groupe électrogène de 125 kVA.

La capacité de stockage des matières entrantes est la suivante :

- déchets liquides : cuve de réception des déchets liquides de 50 m<sup>3</sup> + cuve de réception de glycérine de 40 m<sup>3</sup>,

- déchets solides : silo de céréales de 100 m<sup>3</sup> + plateforme de stockage des ensilages de 2 100 m<sup>2</sup> + casier de stockage des issues de 125 m<sup>2</sup> + casier de stockage des fumiers de 160 m<sup>2</sup> + casier de stockage de la paille de 160 m<sup>2</sup>.

#### 1.2.4 Nature et origine des déchets admissibles

Origine	Code déchets en vigueur	Descriptions	Typologie des déchets
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	02 01 01	Boues provenant du lavage et du nettoyage	Boues d'installations agricoles
	02 01 02	Déchets de tissus animaux	Déchets d'abattoirs
	02 01 03	Déchets de tissus végétaux	Végétaux agricoles, légumes déclassés
	02 01 06	Fèces, urine et fumier (paille souillée), effluents collectés et traités hors site	Effluents agricoles, fumier
	02 01 99	Déchets non spécifiés par ailleurs	/
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et d'autres aliments d'origine animale	02 02 01	/	Déchets d'industries agroalimentaires (boues de STEP d'IAA, effluents d'IAA), biodéchets, graisses
	02 02 02		
	02 02 03		
	02 02 04		
	02 02 99		
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures, de la préparation et de la fermentation des mélasses	02 03 01	/	Biodéchets, issues de céréales, déchets d'industries agroalimentaires (boues de STEP d'IAA, effluents d'IAA)...
	02 03 02		
	02 03 04		
	02 03 05		
	02 03 03		
	02 03 99		
Déchets de la transformation du sucre	02 04 99	Déchets non spécifiés par ailleurs	Mélasse de betterave
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05 01	/	Biodéchets, effluents lactiques, déchets d'industries agroalimentaires (boues de STEP d'IAA, effluents d'IAA)...
	02 05 02		
	02 05 99		
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	02 07 99	Déchets non spécifiés par ailleurs	Déchets végétaux
Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets	19 06 06	Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	Digestat
Déchets municipaux	20 01 01	Papier, carton	Papier, carton
Fractions collectées séparément	20 01 08	Déchets de cuisine et de cantines biodégradables	Biodéchets divers de grandes et moyennes surfaces
	20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires	Huiles et matières grasses alimentaires Déchets de cuisine et de cantines biodégradables
Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	20 02 01	Déchets biodégradables	Déchets verts

Les déchets admissibles au titre de la rubrique :

- 2781.1° de la nomenclature des installations classées sont : fumiers équin, végétaux (paille souillée, déchet vert, déchet de céréales), issues de céréales, lactosérum, feuilles de betteraves... ;
- 2781.2° de la nomenclature des installations classées sont : déchets d'abattoirs (os, viande, couenne, déchets carnés, cadavre de volailles, viscères, plumes..), boues de STEP provenant uniquement

d'industrie agroalimentaire, purée de betterave, poudre de chocolat et vanille, pommes de terre abîmées, déchets d'oignons, déchets de cuisine et de table, graisse de bac à graisse... ;

Toute modification de la nature des déchets précités doit être portée, avant sa mise en œuvre, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Les biodéchets tels que définis au L.541-1-1 du Code de l'environnement ne peuvent pas être mélangés en méthanisation dans le même digesteur avec d'autres déchets et notamment des boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

Les déchets non dangereux reçus dans l'établissement proviennent prioritairement et majoritairement du département du Loiret. D'autres déchets non dangereux peuvent, après respect de la priorité de provenance précisée précédemment, venir des départements limitrophes (Cher, Essonne, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Nièvre, Seine-et-Marne et Yonne).

Tout déchet non autorisé est interdit, notamment :

- les véhicules hors d'usage,
- les batteries,
- les gravats,
- les déchets d'équipements électriques et électroniques,
- les boues provenant de stations d'épuration urbaines,
- les pneumatiques,
- les déchets présentant un caractère explosif,
- les déchets amiantés,
- les bouteilles de gaz, même présumées vides,
- les transformateurs contenant des PCB et déchets souillés par des PCB,
- les déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du Code de l'environnement,
- les sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis dans le règlement n°CE 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 susmentionné,
- les déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peuvent être négligées d'un point de vue de la radioprotection.

### **1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai (cf. article R.512-74 du Code de l'environnement).

### **1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **1.5.1 Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **1.5.3 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **1.5.4 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

#### **1.5.5 Changement d'exploitant**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du Code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

#### **1.5.6 Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

### **1.6 RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression et en particulier le règlement CE n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.  
La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.



---

## 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### 2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, et les émissaires de rejet font l'objet d'un soin particulier (peinture, plantations, engazonnements,...).

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation sont aussi régulièrement entretenus (débroussaillage,...) de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur les installations.

## **2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **2.5.1 Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 1 mois à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1 du Code de l'environnement, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 du code précité et au II de l'article L. 124-5 du même code, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

## **2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

### **2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### **2.6.2 Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

#### **2.6.2.1. Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées, lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du Code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

#### **2.6.2.2. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent.

Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes)

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

### **2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre
ARTICLE 1.5.1	Modification des installations
ARTICLE 1.5.5	Changement d'exploitant
ARTICLE 1.5.6	Cessation d'activité
ARTICLE 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents
ARTICLE 6.2.4	Autosurveillance des niveaux sonores

ARTICLES 4.5.2 et 5.1.8	Résultats d'autosurveillance
ARTICLE 2.9	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions

## 2.9 BILANS PÉRIODIQUES

### 2.9.1 Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

### 2.9.2 Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés à l'article 2.8 ) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

### 2.9.3 Bilan annuel des épandages

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé au préfet et aux agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents et/ou déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

---

## 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.



Les installations de traitement d'effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

L'inspection des installations classées en est alors informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### **3.1.2 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- vitesse et direction du vent ;
- température.

### **3.1.3 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les sources potentielles d'odeur (zones de réception, de dépotage et d'entreposage des déchets/digestats, bassins de stockage des effluents,...) sont disposées et aménagées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (couverture, éloignement, ventilation, traitement des gaz odorants,...).

En cas de perception d'odeurs dans le voisinage malgré les mesures retenues, l'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de réaliser, à ses frais, une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'établissement afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Par ailleurs, l'exploitant procède tous les trois ans à une mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes (continues ou discontinues) de l'installation de méthanisation afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement. Les résultats de ces mises à jour sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées à l'installation de méthanisation.

Le cas échéant, des moyens de lutte complémentaires contre les nuisances olfactives doivent être proposés et peuvent être prescrits par arrêté préfectoral complémentaire dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

En tant que de besoin, le préfet peut prescrire également la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif au voisinage de l'établissement,

- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorantes, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'établissement en cas d'évolutions notables du débit global d'odeurs généré.

### **3.1.4 Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

## **3.2 CONDITIONS DE REJET**

### **3.2.1 Dispositions générales**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### 3.2.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n°1	Chaudière biogaz	0,62 MW	Biogaz produit par l'unité de méthanisation (ou fuel)	/
Conduit n°2	Torchère de sécurité	3,3 MW	Biogaz	Utilisée en cas de surproduction de biogaz, de panne ou de maintenance sur la chaudière biogaz
Conduit n°3	Unité de purification	160 kW élec		

### 3.2.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	7,76	200 mm	800 Nm <sup>3</sup> /h sur gaz sec à 3 % d'O <sub>2</sub>	5	Température des fumées lors du rejet : 180°C Hauteur de 5 m minimale au-dessus du container
Conduit N° 2	7,24	/	467 Nm <sup>3</sup> /h	/	Température de combustion dans le foyer : 900°C Temps de résidence : 0,3 seconde

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

---

## 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dérive constatée, l'exploitant mène les investigations nécessaires pour retrouver une situation normale.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau	Escrennes	1100

#### 4.1.2 Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

#### 4.1.3 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.



#### **4.1.4 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement**

##### **Réseau d'alimentation en eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

## **4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

### **4.2.1 Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

### **4.2.2 Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2.3 Entretien et surveillance**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### **4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### **4.2.4.2. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **4.3.1 Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux vannes et les eaux usées des sanitaires, toilettes, lavabos,...
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées : eaux de toitures, eaux de voiries,
- les effluents pollués ou susceptibles d'être pollués :
  - \* eaux pluviales de la zone de stockage des digestats solides et des intrants, eaux de lavage de ces zones,
  - \* eaux d'arrosage du biofiltre et de purification du biogaz,
- les effluents collectés lors d'une pollution accidentelle ou d'un incendie.

#### **4.3.2 Collecte des effluents**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

#### **4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables,

sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 4.3.5 Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales « propres » de parkings
Exutoire du rejet	Réseau pluvial communal
Avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures puis bassin d'infiltration de 337 m <sup>3</sup>

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales « propres » de toitures
Exutoire du rejet	Réseau pluvial communal
Avant rejet	Bassin d'infiltration de 337 m <sup>3</sup>

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales « sales » de la zone de stockage des digestats, des intrants
Exutoire du rejet	Process (digesteur)
Avant rejet	Bassin tampon de 250 m <sup>3</sup>

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°4
Nature des effluents	Eaux usées sanitaires (douches, toilettes, lavabos, ...)
Exutoire du rejet	Système d'assainissement autonome (fosse septique)

#### 4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

##### 4.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

#### **4.3.6.2. Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

### **4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

#### **4.4.1 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : <30°C

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### **4.4.2 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### **4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies pour les points de référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 et 2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)

- MES < 35 mg/l
- DBO<sub>5</sub> < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Azote total (Kjeldhal) < 10 mg/l
- Phosphore total < 1 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l
- Métaux totaux < 10 mg/l.

#### **4.4.4 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques**

Les eaux usées sanitaires sont collectées séparément et envoyées vers un système d'assainissement autonome présent sur le site. Aucun rejet des eaux sanitaires vers l'extérieur n'est autorisé.



#### 4.4.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriés. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 4.4.3 du présent arrêté.

### 4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

#### 4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé semestriellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

#### 4.5.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées aux articles 4.4.1 et 4.4.3 du présent arrêté est effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement comme suit :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Méthode d'analyse
Eaux pluviales issues du point de rejet : N°1 et 2			
pH DBO <sub>5</sub> DCO MES Hydrocarbures totaux Métaux totaux Phosphore total Azote total (kjeldhal)	Ponctuel	Annuelle	Selon les normes en vigueur

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Les résultats d'analyse et mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

---

## 5 - DÉCHETS

---

### 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

### **5.1.2 Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du Code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du Code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R.543-225 à R.543-227 du Code de l'environnement.

### **5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

#### 5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### 5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### 5.1.6 Transport

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 5.1.7 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Mode et lieu de stockage	Filière de traitement
Déchets municipaux ou assimilés en mélange	Container	Incinération
Déchets d'emballages	Container	Valorisation matière
Boues du séparateur à hydrocarbures	Séparateur	Incinération
Charbon actif	Cuve à charbon actif	Réactivation ou valorisation
Huiles usagées	Cuve étanche intégrée au container	Régénération
Déchets verts	Trémie	Méthanisation
Digestats solides	Plateforme de 850 m <sup>2</sup>	Valorisation agricole
Digestats liquides	Lagune de 5000 m <sup>3</sup>	Valorisation agricole
Substrat du biofiltre	/	Valorisation agricole
Eaux résiduelles – Épuration biogaz	Recirculation	Valorisation en méthanisation

#### 5.1.8 Autosurveillance des déchets

##### 5.1.8.1. Autosurveillance des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux réceptionné et expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets conformément à l'article R.541-45 du code de l'environnement. L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectue au moyen d'un téléservice mis en place par le ministère chargé de l'environnement ou par échange de données informatisées selon les modalités définies par le ministère chargé de l'environnement.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **5.1.8.2. Déclaration**

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

---

## **6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

---

### **6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **6.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **6.1.2 Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### **6.1.3 Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **6.2.1 Horaires de fonctionnement de l'installation**

L'installation fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

#### **6.2.2 Valeurs limites d'émergence**

Niveau de bruit ambiant existant dans	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h,
---------------------------------------	---	--



les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	dimanches et jours fériés	ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### 6.2.3 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.2 du présent arrêté dans les zones à émergence réglementée.

### 6.2.4 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## 6.3 VIBRATIONS

### 6.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

---

## 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### 7.2 GÉNÉRALITÉS

#### 7.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Il distingue 3 types de zones :

- les zones à risque permanent ou fréquent ;
- les zones à risque occasionnel ;
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :

- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **7.2.2 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Ce registre est tenu à la disposition permanente des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **7.2.3 Information préventive sur les effets domino externes**

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeur identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude de dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

### **7.2.4 Gardiennage et contrôle des accès**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence (par exemple du type gardiennage physique sur site, gardiennage électronique à distance, télésurveillance,...).

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

### **7.2.5 Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

### **7.2.6 Étude de dangers**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### **7.2.7 Caractéristiques minimales des voies**

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

## **7.3 BÂTIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Le container d'épuration du biogaz est dimensionné pour résister à une surpression de 70 mbar lorsque celui-ci est plein.

La torchère et les organes connexes sont dimensionnés pour résister à une pression de 50 mbar.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Afin d'éviter l'ignition d'effets thermiques dus à la rupture guillotine de la tuyauterie biométhane en aval de l'unité d'épuration, des poteaux en béton sont installés sur la dalle du container d'épuration évitant ainsi tout risque de percussion de la tuyauterie par un véhicule.

## **7.4 SURVEILLANCE ET DÉTECTION**

Les zones de dangers sont équipées de systèmes de détection automatique d'un incendie ou d'une atmosphère explosible ou toxique dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

La surveillance d'une zone de dangers ne repose pas sur un seul point de détection.

En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les alarmes délivrées par les systèmes de détection sont immédiatement reportées vers le personnel d'astreinte et/ou dans les locaux d'une société de gardiennage.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs et leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et traitement du signal sont à sécurité positive.

## **7.5 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **7.5.1 Zones à atmosphère explosible**

Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément à l'article 7.2.1 du présent arrêté peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum. Ils doivent être conformes



aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

### **7.5.2 Installations électriques – Mise à la terre**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les appareils et masses métalliques contenant/véhiculant des liquides ou produits inflammables sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les matériaux constituant ces appareils et masses métalliques sont suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques. La mise à la terre est effectuée selon les règles de l'art et est distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur de résistance de terre est vérifiée périodiquement et conforme aux normes en vigueur. Lors d'une opération de chargement ou de déchargement, les citernes routières doivent être reliées électriquement aux installations fixes mises elles-mêmes à la terre, avant toute opération de transfert.

### **7.5.3 Protection contre la foudre**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de

l'analyse du risque foudre. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

#### **7.5.4 Séismes**

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

## **7.6 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **7.6.1 Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **7.6.2 Étiquetage des substances et préparations dangereuses**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en réservoirs mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### **7.6.3 Rétentions**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord et la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **7.6.4 Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **7.6.5 Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **7.6.6 Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **7.6.7 Transports - chargements - déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toute opération de chargement ou déchargement d'un véhicule doit être placée sous la surveillance d'une personne compétente de l'établissement. Cette dernière est instruite des dangers et risques que représentent de telles opérations, en particulier la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

#### **7.6.8 Élimination des substances ou mélanges dangereux**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **7.7 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

#### **7.7.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien,...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion à proximité du stockage de GNR et des zones ATEX, sauf délivrance préalable d'un permis de feu,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, obturation des écoulements d'égouts notamment),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du responsable de site et de l'astreinte et des services d'incendie et de secours.

#### **7.7.2 Surveillance de l'installation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **7.7.3 Vérifications périodiques**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

#### **7.7.4 Interdiction de feux**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.



### 7.7.5 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

La formation est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de cette dernière. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi la formation.

Par ailleurs, l'exploitant constitue une équipe de première intervention de lutte contre l'incendie qui est opérationnelle en permanence pendant les heures de fonctionnement. Ce personnel de première intervention est entraîné périodiquement, au cours des exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours. Ce personnel participe à un exercice sur feu réel selon une périodicité définie par l'exploitant.

### 7.7.6 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis de travail, de feu rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### **7.7.7 Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **7.7.8 Substances radioactives**

##### **7.7.8.1. Détection de matières radioactives**

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou de déchets issus d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non radioactivité.

Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production du déchet, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

##### **7.7.8.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs**

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement entrant dans les installations, le véhicule en cause doit être isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine de rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1  $\mu$ Sv/h.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levés, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

## **7.8 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

### **7.8.1 Liste des mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

### **7.8.2 Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

### **7.8.3 Domaine de fonctionnement sur des procédés**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **7.8.4 Dispositif de conduite**

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

### **7.8.5 Surveillance et détection des zones de dangers**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

#### **7.8.6 Alimentation électrique**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

#### **7.8.7 Utilités destinées à l'exploitation des installations**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

#### **7.8.8 Poussières inflammables**

L'ensemble des installations est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet.

Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé et la limitation des effets de surpression interne dans les appareils. Ce nettoyage est effectué régulièrement.

Des mesures particulières d'inertage sont prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.

Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosives est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou de tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

### **7.9 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **7.9.1 Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

#### **7.9.2 Entretien des moyens d'intervention**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.



Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Système de détection incendie	Annuelle
Installations de désenfumage	Annuelle
Poteau incendie	Semestrielle

### 7.9.3 Ressources en eau et dispositifs de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et en comprenant a minima :
  - \* plusieurs à proximité des dépôts de matières combustibles,
  - \* plusieurs à poudre dans le hangar de dépotage,
  - \* un à poudre dans le local technique,
  - \* un à poudre vers la presse à vis,
  - \* un à poudre en extérieur à chaque porte des locaux chaudières, épuration et groupe électrogène de secours,
  - \* un à CO<sub>2</sub> à chaque porte du local transformateur,
  - \* un à eau pulvérisée dans le laboratoire et le local administratif
- un poteau incendie de débit minimal 132 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar,
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- des détecteurs fixes de fumées sont judicieusement répartis dans l'ensemble des locaux fermés. En cas de déclenchement, un signal sonore retentit et est audible sur l'ensemble du site puis l'ensemble des installations sont mises en sécurité suivant un mode opératoire défini par l'exploitant.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie (poteau incendie). Il effectue une vérification périodique (a minima semestrielle) de la disponibilité des débits.

### 7.9.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **7.9.5 Consignes générales d'intervention**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

## **7.10 PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS**

### **Bassin de confinement et bassin d'orage**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement (bassin d'eaux pluviales « sales » de capacité 250 m<sup>3</sup>) étanche aux produits collectés.

Une vanne de barrage à fonctionnement automatique ou manuelle est installée en aval du bassin de confinement permettant de confiner les eaux polluées évitant ainsi toute introduction vers le procédé de méthanisation.

La vidange suit les principes imposés par l'article 4.4.5. du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage,... est collecté dans un bassin correctement dimensionné.

Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

De plus, les cuves bétons (digesteur et cuve de maturation (post-digesteur)) sont équipées en partie enterrée d'une géomembrane d'étanchéité et d'un dispositif de drain qui permet de collecter les éventuelles fuites dans ces cuves.

---

## **8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **8.1 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION**

#### **8.1.1 Digestats**

Les digestats bruts issus du digesteur sont transférés vers une cuve de maturation (post-digesteur). Cette cuve, d'une capacité minimale de 2 100 m<sup>3</sup>, est étanche sur le fond et les flancs (étanchéification du type géomembrane par exemple) et équipée sous cette étanchéification de fond d'un drain de contrôle et de drainage permettant de détecter et de collecter les fuites éventuelles. Cette cuve est également couverte par une double membrane étanche permettant de capter le biogaz produit lors de la phase de maturation.

Le drain de contrôle et de drainage fait l'objet d'un contrôle régulier (mensuel au maximum) de son bon état et de l'absence de fuites éventuelles. Ce contrôle fait l'objet d'une procédure écrite et les résultats associés à ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le digestat brut issu du digesteur est transféré vers le post-digesteur (cuve béton d'une capacité de 2100 m<sup>3</sup>). Cette cuve béton est équipée de drains de contrôle permettant de détecter et de collecter les fuites éventuelles. Le post-digesteur est couvert d'une double membrane étanche (gazomètre) permettant de capter le biogaz produit lors de la phase de maturation.

Le drain de contrôle et de drainage fait l'objet d'un contrôle régulier (mensuel au maximum) de son bon état et de l'absence de fuites éventuelles. Ce contrôle fait l'objet d'une procédure écrite et les résultats associés à ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le digestat brut est envoyé vers les deux presses à vis permettant de séparer le digestat liquide et le digestat solide. Le digestat liquide est transféré vers la lagune étanche d'une capacité de 5 000 m<sup>3</sup>. Le digestat solide est stocké sur une plateforme couverte d'une superficie de 850 m<sup>2</sup>.

### **8.1.2 Dispositions constructives**

Les équipements de méthanisation, d'épuration, de compression et de combustion du biogaz sont indépendants des locaux à usage de bureaux, à l'exception des locaux techniques associés aux dits équipements et nécessaires à leur fonctionnement.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux (épuration du biogaz et chaudière de combustion du biogaz) dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt des installations et notamment en cas de mise en sécurité de celles-ci, un balayage à l'atmosphère des locaux, au minimum au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. L'exploitant doit pouvoir à tout moment justifier de ces dispositions.

### **8.1.3 Distance d'implantation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine et l'aire ou les équipements de stockage des matières entrantes et des digestats sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrées utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agro-alimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques.

La distance entre les digesteurs et les habitations occupées par des tiers est d'au moins 50 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

### **8.1.4 Maîtrise d'admission des déchets**

#### **8.1.4.1. Caractérisation préalable des déchets**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière,

- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques,
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique),
- les conditions de son transport,
- le code du déchet,
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

#### **8.1.4.2. Matières de caractéristiques constantes dans le temps et boues d'épuration**

A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agro-alimentaires, l'information préalable mentionnée à l'article 8.1.4.1 du présent arrêté est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à leur production,
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit,
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration,
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 est refusé par l'exploitant. Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **8.1.4.3. Enregistrement lors de l'admission des déchets ou de matières**

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

1. Leur désignation et le code des déchets,
2. La date de réception,
3. Le tonnage ou en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant,
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial,
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET,
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R.541-50 du code de l'environnement,
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière,
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières,
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.



#### **8.1.4.4. Réception des matières**

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières.

#### **8.1.5 Limitation des nuisances**

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

Si le délai de traitement des matières autres que végétaux ensilés, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions.

Lors de l'admission de telles matières, leur déchargement se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent (dalle extérieure).

Les dispositifs d'entreposage des digestats liquides sont équipés des moyens nécessaires au captage et au traitement des émissions résiduelles de biogaz et composés odorants.

Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.

La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.

De plus, lors des opérations de dépotage, les camions sont situés à l'extérieur du bâtiment principal. Toutefois, les cuves et les trémies sont situées à l'intérieur d'un bâtiment équipé d'un système de traitement de l'air par biofiltre.

Les portes sectionnelles du bâtiment principal sont ouvertes uniquement lors des opérations de dépotage camions, le reste du temps, ces portes sont maintenues fermées, fermant ainsi le bâtiment pour limiter toutes nuisances olfactives.

Ce bâtiment est mis en dépression par captation de l'air vicié. La totalité de l'air capté est traitée par un biofiltre avant son rejet à l'atmosphère. Tout contournement de ce dispositif de traitement est strictement interdit.

Les systèmes de captation, de traitement et d'épuration sont équipés de dispositifs de mesure nécessaires au contrôle de leur performance. L'exploitant tient à jour le plan des réseaux de captation et de traitement des effluents gazeux. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait contrôler annuellement, les performances du dispositif (biofiltre) de traitement et d'épuration des effluents atmosphériques captés dans le bâtiment principal. Les analyses portent a minima sur les rejets en  $H_2S$ ,  $CH_4$ ,  $NH_3$ , poussières, mercaptans, COV.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont accompagnés des commentaires de l'exploitant ou d'un organisme indépendant en la matière et le cas échéant, du descriptif des mesures envisagées pour améliorer le rendement épuratoire du dispositif de traitement et d'épuration de l'air vicié du bâtiment principal.

#### **8.1.6 Conditions d'exploitation**

##### **8.1.6.1. Composition du biogaz**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en  $CH_4$  et  $H_2S$  du biogaz produit est mesurée quotidiennement au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

Les résultats des mesures quotidiennes, contrôles annuels et étalonnages tous les trois ans sont portés sur un ou plusieurs registres tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces registres peuvent être informatisés mais dans ce cas des mesures sont prises pour assurer la sauvegarde des données.

La teneur maximale en  $\text{H}_2\text{S}$  du biogaz issu du procédé de méthanisation en fonctionnement stabilisé ne peut excéder 300 ppm en entrée de la chaudière de combustion alimentée au biogaz.

#### **8.1.6.2. Destruction du biogaz et du biométhane**

L'établissement dispose d'une torchère de sécurité biogaz.

Cette torchère permet de détruire le biogaz en cas de surpression-surproduction dans le digesteur ou la cuve de maturation des digestats liquides visée à l'article 8.8.1 du présent arrêté, ou en cas d'arrêt des équipements de valorisation (unité de purification et/ou chaudière).

En cas d'impossibilité d'injecter le biométhane sur le réseau pour des raisons de non-conformité ou de sous-capacité d'absorption momentanée du réseau GrDF, l'exploitant prend toutes les dispositions techniques afin de garantir l'absence de rejet du biométhane à l'atmosphère.

Une vanne de détente est prévue sur cette canalisation de retour afin d'égaliser la pression du biométhane retournée à celle du gaz contenu au niveau de la maturation. Si la non-conformité du biométhane produit par l'épuration persiste, l'exploitant arrête l'épurateur et active la torchère jusqu'à solutionnement du problème de non-conformité.

Si la production de biométhane épuré continue à être excédentaire à la capacité d'absorption du réseau GrDF, l'exploitant diminue le débit de gaz injecté dans l'épurateur et une partie du biogaz produit au niveau de la maturation est envoyée en continu vers la torchère jusqu'à ce que la capacité d'absorption du réseau redevienne supérieure à la capacité de production du biométhane de l'épurateur.

L'ensemble de ces dispositions fait l'objet d'une procédure écrite mise à jour en tant que de besoin et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

La torchère, connexe à l'installation de méthanisation au regard de la circulaire ministérielle du 10 décembre 2003, est conçue et exploitée afin de limiter les nuisances, risques (explosion notamment) et pollutions dus à son fonctionnement. En particulier, elle dispose de dispositif de type arrête-flammes conforme aux normes en vigueur.

En cas de destruction du biogaz ou du biométhane par combustion en torchère, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température est mesurée en continu (dispositif physique de mesure installé) et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

#### **8.1.6.3. Comptage du biogaz**

L'établissement est équipé d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats de ces vérifications sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **8.1.6.4. Risque de fuite du biogaz**

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de  $\text{CH}_4$  et de  $\text{H}_2\text{S}$  avant toute intervention.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, le personnel d'intervention est muni de détecteur(s) portatif(s) de CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S.

Lors de la mise en service des installations et ensuite a minima à fréquence annuelle dans le cadre de la maintenance préventive, l'exploitant contrôle les éventuelles fuites dans les installations au moyen d'un détecteur de méthane portatif.

#### **8.1.6.5. Les différents systèmes de détection présents**

Les systèmes fixes de détection présents au sein des installations sont constitués a minima :

- de capteur H<sub>2</sub>S,
- de capteur CH<sub>4</sub>,
- de capteur de pression,
- d'analyseur d'O<sub>2</sub> en ligne.

##### Capteur H<sub>2</sub>S

Le seuil de détection se situe à 50 ppm. La détection du H<sub>2</sub>S dans le hangar de dépotage ou le local technique entraîne le déclenchement d'une alarme visuelle et sonore à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. La ventilation du bâtiment est automatiquement mise au maximum tant que la concentration n'est pas redescendue en dessous du seuil d'alarme.

##### Capteur CH<sub>4</sub>

Le seuil de détection se situe à 1 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE). La détection de CH<sub>4</sub> dans le local provoque une alarme et la ventilation forcée du local puis si un second seuil de détection est atteint l'arrêt complet de l'installation.

##### Capteur de pression

La pression de fonctionnement dans les cuves est de 3 mbar. Le seuil de déclenchement des soupapes se situe à 35 mbar. Les soupapes se déclenchent automatiquement. Le biogaz est alors évacué à l'atmosphère. Une alarme est déclenchée sur l'automate pour prévenir de la montée en pression dans la cuve. Des vérifications et opérations de maintenance sont réalisées par la suite le cas échéant (nettoyage de canalisation, contrôle des vannes,...).

##### Analyse d'O<sub>2</sub> en ligne

L'analyse du taux d'oxygène dans le biogaz permet de surveiller l'absence d'entrée d'air dans le système biogaz (conditions anaérobies nécessaires pour la production de biogaz et process d'épuration du biogaz nécessitant de faibles quantités d'O<sub>2</sub>).

Le seuil de détection se situe à 1 % d'O<sub>2</sub> dans le biogaz. La détection de la présence d'O<sub>2</sub> dans le biogaz analysé déclenche la mise en sécurité des installations suivant un mode opératoire défini par l'exploitant. Des opérations de maintenance des éléments en cause et un contrôle de l'étanchéité des membranes sont réalisées par la suite.

#### **8.1.6.6. Surveillance du procédé de méthanisation**

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

#### **8.1.6.7. Phase de démarrage ou de redémarrage des installations**

L'étanchéité du digesteur, des canalisations de biogaz ou biométhane et des équipements de protection contre les surpressions et sous pression est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité.

L'exécution de ces contrôles et les résultats associés sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### **8.1.6.8. Indisponibilités**

En cas d'indisponibilité prolongée des installations (supérieure à deux semaines), l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet.

Cette indisponibilité prolongée et les modalités d'évacuation des déchets et matières font l'objet d'une information de l'inspection des installations classées.

#### **8.1.7 Repérage des canalisations**

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan de masse de l'établissement.

##### **8.1.7.1. Canalisations et dispositifs d'ancrage**

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

##### **8.1.7.2. Raccords des tuyauteries biogaz**

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

##### **8.1.7.3. Soupape de respiration et événement d'explosion**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit.

La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme défini dans le présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation (digesteur, cuve de maturation, cuves de stockage des déchets notamment) sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion définie lors d'une évaluation des risques d'explosion.

##### **8.1.7.4. Programme de maintenance préventive**

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz,...) et élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est mis à jour en tant que de besoin et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les opérations de maintenance préventive et de vérification périodiques sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



### **8.1.8 Protection contre les nuisibles**

L'établissement est mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou les justificatifs du passage d'une société spécialisée en matière de dératisation sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour lutter en tant que de besoin contre la prolifération d'insectes et d'oiseaux, en particulier pour ces derniers dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

### **8.1.9 Gestion des matières ou déchets issus du procédé de méthanisation**

Les matières ou déchets qui ne peuvent être valorisés au sein de l'établissement sont éliminés dans des installations aptes à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les déchets produits par le fonctionnement des installations et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution et évacués vers des filières appropriées à leurs caractéristiques. L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de ces dispositions.

L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :

- la nature du déchet ou de la matière,
- le code déchet,
- la date de chaque enlèvement,
- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes,
- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage,...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration,...),
- le destinataire.

Ce registre est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant, des autorités de contrôle en charge des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural.

---

## **9 ÉPANDAGE**

---

### **9.1 ÉPANDAGE DES DIGESTATS SOLIDES ET LIQUIDES ISSUS DU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION**

#### **9.1.1 Dispositions générales**

On entend par « épandage » toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles. Seuls les déchets ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus. La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directement ou indirectement, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques et que les nuisances soient réduites au maximum.

L'épandage de digestats sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par :

- \* les annexes II et III de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- \* le programme national d'action Nitrates en vigueur relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

\*le programme d'actions régional en vigueur en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Centre-Val de Loire,

\* les programmes d'action mis en œuvre sur les aires d'alimentation de captage.

L'exploitant est tenu de respecter les données et dispositions figurant dans l'étude préalable à la valorisation agricole des digestats solides et liquides complétées par le porter à connaissance susvisé, ceci sans préjudice des dispositions réglementaires applicables.

### 9.1.2 Épandages interdits

Les épandages non autorisés sont interdits.

### 9.1.3 Autorisation

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des digestats liquides et solides issus du procédé de méthanisation sur les parcelles dont la liste figure en annexe au présent arrêté et détaillés dans le porter à connaissance précité et ses compléments susvisés.

Le périmètre du plan d'épandage couvre une superficie totale de 7 231,88 hectares, dont 6854,05 hectares épandables.

L'exploitant est tenu de réviser, en tant que de besoin, la définition de ce périmètre d'épandage afin de tenir compte d'ultérieures et nouvelles prescriptions réglementaires applicables à ces périmètres de protection rapprochés et/ou éloignés de captages d'eau situées à l'intérieur de ce périmètre.

La présente autorisation d'épandage concerne 8000 tonnes de digestats solides et 12000 tonnes de digestats liquides représentant une charge en éléments fertilisants suivante :

Caractéristiques	Digestats solides	Digestats liquides
Flux azote (tonnes N/an)	51	57
Flux phosphore (tonne P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> /an)	46	28
Flux potassium (tonnes K <sub>2</sub> O/an)	53	57

L'exploitant doit s'assurer que les parcelles du périmètre d'épandage ne reçoivent pas des matières à épandre autres que celles issues de l'établissement de méthanisation, objet du présent arrêté et celles prises en compte dans le calcul de la charge en éléments fertilisants préalablement à chaque épandage.

L'exploitant dispose en permanence des documents permettant de considérer quelles autres matières (nommément désignées et évaluation de la charge en éléments fertilisants) ont été épandues sur telle parcelle, en complément des digestats (solides et/ou liquides) issus de l'unité de méthanisation.

De plus, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :

- producteur de déchets ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage,
- producteur de déchets ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains.

Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

### 9.1.4 Conditions d'épandage

1. Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées et les quantités épandues sont adaptés de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles au sol ou aux cultures sans excéder les besoins compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture,
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide,
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque ecotoxique,

- à empêcher le colmatage du sol notamment par les graisses.

## 2. L'épandage est interdit :

- à l'intérieur des périmètres rapprochés des captages d'eau destinés à l'alimentation humaine, même s'ils n'ont pas été déclarés d'utilité publique,
- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,
- sur les terrains à forte pente dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement en dehors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-dispersion qui produisent des brouillards fins.

## 3. Dose d'apport

Les doses maximales d'apport sont les suivantes :

Pour les digestats solides :

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus.

Pour les digestats liquides :

Type de culture	Orge	Blé	Maïs	CIPAN et Colza
Dose maximale	12 m <sup>3</sup> /ha	15 m <sup>3</sup> /ha	15 m <sup>3</sup> /ha	15 m <sup>3</sup> /ha

Les épandages de digestats solides avec un C/N élevé (azote moins disponible) sont épandus sur CIPAN avant la culture principale et les digestats liquides caractérisés par un C/N faible sont épandus principalement sur les cultures principales au plus près des besoins de la plante dans la mesure où l'azote contenu est immédiatement disponible.

## 4. Les déchets ou effluents ne peuvent être épandus :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010,

- dès lors que l'une des teneurs en éléments-traces métalliques ou composés traces organiques contenus dans les digestats excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 août 2010,

- si leur contenu en micro-organismes est supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

\* salmonella : 8 NPP/10 g de MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable),

\* entérovirus : 3 NPPUC/10 g de MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes),

\* œufs d'helminthes viables : 3 pour 10 g de MS.

- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 août 2010.

Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5,

- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,

- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols en 10 ans est inférieur aux valeurs du tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 août 2010.

5. Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de déchets solides, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, doit avoir une durée la plus faible possible. Cette durée est limitée à 48 heures.

En tout état de cause, le dépôt temporaire des digestats solides sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement doit respecter simultanément les 4 conditions suivantes :

- les déchets sont solides et peu fermentescibles,
- toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines,
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies par l'arrêté ministériel du 12 août 2010 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée,
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée.

#### **9.1.5 Programme prévisionnel annuel d'épandage**

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, le cas échéant en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de digestats lorsque celui-ci est également exploitant agricole.

Ce programme comprend au moins :

- la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de cultures (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture), sur ces parcelles ;
- une caractérisation des différents types de digestats (liquides, solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an),
- les préconisations spécifiques d'apport des digestats (calendrier et doses d'épandage ...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.

#### **9.1.6 Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :

- les surfaces effectivement épandues,
- les références parcellaires,
- les dates d'épandage et le contexte météorologique correspondant,
- la nature des cultures,
- les volumes et la nature de toutes les matières épandues,
- les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues,
- l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.



Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chacune des journées au cours desquelles des épandages ont été effectués.

Lorsque les digestats sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte d'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.

#### **9.1.7 Bilan annuel d'épandage**

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices,
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent,
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au Préfet, aux agriculteurs concernés et à l'inspection des installations classées.

#### **9.1.8 Analyses des déchets et des effluents**

Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques.

Ces analyses portent sur :

- le taux de matière sèche,
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique parmi ceux mentionnés en annexe VII-c de l'arrêté ministériel du 12 août 2010,
- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les déchets ou effluents au vu de l'étude préalable,
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents.

En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés annuellement et les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents ou des déchets sont conformes aux dispositions de l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

#### **9.1.9 Analyse des sols**

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

- après l'ultime épandage sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent,
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

#### **9.1.10 Opération de chargement, transport et épandage**

Les opérations de chargement, transport et épandage de digestats solides et liquides, de lavage de matériels d'épandage ne doivent pas occasionner de nuisances sonores ni olfactives pour le voisinage,

ni nuire de quelque manière que ce soit à l'environnement. La filière est organisée de manière à réduire au minimum les transports de digestats.

#### **9.1.11 Information des communes concernées par l'épandage**

L'exploitant se charge d'informer les élus des communes concernées des différentes campagnes d'épandage des digestats liquides et solides, ainsi que de l'évolution éventuelle du périmètre d'épandage.

---

## **10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

---

### **10.1 SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

### **10.2 PUBLICITÉ**

Pour l'information des tiers cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimum de quatre mois.

### **10.3 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLÉANS, le **20 FEV. 2026**

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,



Nicolas HONORE

### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

### Diffusion :

- Société BGB
- Madame la sous-préfète de PITHIVIERS
- UD DREAL
- Mesdames et Messieurs les Maires de :
  - ASCOUX
  - ATTRAY
  - BARVILLE EN GATINAIS
  - BAZOCHES LES GALLERANDES
  - BONDAROY
  - BOUILLY EN GATINAIS
  - BOUZONVILLE AUX BOIS
  - BOYNES
  - CESARVILLE-DOSSAINVILLE
  - CHAMBON LA FORET
  - CHATILLON LE ROI\*
  - CHARMONT EN BEAUCE
  - CHILLEURS AUX BOIS
  - COURCELLES LE ROI
  - CROTTES EN PITHIVERAIS
  - DADONVILLE
  - ENGENVILLE
  - ESCRENNES
  - GRENEVILLE EN BEAUCE
  - GUIGNEVILLE
  - JOUY EN PITHIVERAIS
  - LAAS
  - LEOUVILLE
  - LE MALESHERBOIS
  - MAREAU AUX BOIS
  - MARSAINVILLIERS
  - MONTIGNY
  - NEUVILLE AUX BOIS
  - PITHIVIERS LE VIEIL
  - RAMOULU
  - SANTEAU
  - VRIGNY
  - YEVRE LA VILLE

### LISTE des ANNEXES :

- Annexe 1 : Plan installation site
- Annexe 2 : Parcelles concernées par le plan d'épandage

# Table des matières

<b>1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....</b>	<b>3</b>
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	3
1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement. .	3
<b>1.2 Nature des installations.....</b>	<b>4</b>
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	4
1.2.2 Situation de l'établissement.....	5
1.2.3 Consistance des installations autorisées.....	5
1.2.4 Nature et origine des déchets admissibles.....	6
<b>1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....</b>	<b>7</b>
<b>1.4 Durée de l'autorisation ET CADUCITÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>1.5 Modifications et cessation d'activité.....</b>	<b>7</b>
1.5.1 Modification du champ de l'autorisation.....	7
1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	8
1.5.3 Équipements abandonnés.....	8
1.5.4 Transfert sur un autre emplacement.....	8
1.5.5 Changement d'exploitant.....	8
1.5.6 Cessation d'activité.....	8
<b>1.6 Réglementation APPLICABLE.....</b>	<b>8</b>
<b>2 Gestion de l'établissement.....</b>	<b>9</b>
<b>2.1 Exploitation des installations.....</b>	<b>9</b>
2.1.1 Objectifs généraux.....	9
2.1.2 Consignes d'exploitation.....	9
<b>2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....</b>	<b>9</b>
<b>2.3 Intégration dans le paysage.....</b>	<b>9</b>
<b>2.4 Danger ou nuisance non prévenu.....</b>	<b>10</b>
<b>2.5 Incidents ou accidents.....</b>	<b>10</b>
2.5.1 Déclaration et rapport.....	10
<b>2.6 Programme d'auto surveillance.....</b>	<b>10</b>
2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	10
2.6.2 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	10
2.6.2.1. Actions correctives.....	10
2.6.2.2. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance.....	11
<b>2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....</b>	<b>11</b>
<b>2.8 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....</b>	<b>11</b>
<b>2.9 Bilans périodiques.....</b>	<b>12</b>
2.9.1 Bilan environnement annuel.....	12
2.9.2 Rapport annuel.....	12
2.9.3 Bilan annuel des épandages.....	12
<b>3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....</b>	<b>12</b>
<b>3.1 Conception des installations.....</b>	<b>12</b>



<b>3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....</b>	<b>12</b>
<b>3.1 Conception des installations.....</b>	<b>12</b>
3.1.1 Dispositions générales.....	12
3.1.2 Pollutions accidentelles.....	13
3.1.3 Odeurs.....	13
3.1.4 Voies de circulation.....	14
3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières.....	14
<b>3.2 Conditions de rejet.....</b>	<b>14</b>
3.2.1 Dispositions générales.....	14
3.2.2 Conduits et installations raccordées.....	15
3.2.3 Conditions générales de rejet.....	15
<b>4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....</b>	<b>16</b>
<b>4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....</b>	<b>16</b>
4.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	16
4.1.2 Prescriptions sur les prélèvements d'eau et les rejets aqueux en cas de sécheresse.....	16
4.1.3 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	16
4.1.4 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	17
<b>4.2 Collecte des effluents liquides.....</b>	<b>17</b>
4.2.1 Dispositions générales.....	17
4.2.2 Plan des réseaux.....	17
4.2.3 Entretien et surveillance.....	17
4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement.....	17
4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques.....	17
4.2.4.2. Isolement avec les milieux.....	18
<b>4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....</b>	<b>18</b>
4.3.1 Identification des effluents.....	18
4.3.2 Collecte des effluents.....	18
4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	18
4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement.....	18
4.3.5 Localisation des points de rejet.....	19
4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	19
4.3.6.1. Conception.....	19
4.3.6.2. Aménagement des points de prélèvements.....	20
<b>4.4 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....</b>	<b>20</b>
4.4.1 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	20
4.4.2 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaire internes à l'établissement.....	20
4.4.3 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaire après épuration.....	20
4.4.4 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	20
4.4.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	21
<b>4.5 Autosurveillance des rejets et prélèvements.....</b>	<b>21</b>
4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	21
4.5.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.....	21
<b>5 - Déchets.....</b>	<b>21</b>
<b>5.1 Principes de gestion.....</b>	<b>21</b>
5.1.1 Limitation de la production de déchets.....	21
5.1.2 Séparation des déchets.....	22
5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	22
5.1.4 Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	23
5.1.5 Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	23
5.1.6 Transport.....	23
5.1.7 Déchets produits par l'établissement.....	23
5.1.8 Autosurveillance des déchets.....	23

5.1.8.1. Autosurveillance des déchets.....	23
5.1.8.2. Déclaration.....	24
<b>6 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....</b>	<b>24</b>
<b>6.1 Dispositions générales.....</b>	<b>24</b>
6.1.1 Aménagements.....	24
6.1.2 Véhicules et engins.....	24
6.1.3 Appareils de communication.....	24
<b>6.2 Niveaux acoustiques.....</b>	<b>24</b>
6.2.1 Horaires de fonctionnement de l'installation.....	24
6.2.2 Valeurs limites d'émergence.....	24
6.2.3 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	25
6.2.4 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	25
<b>6.3 Vibrations.....</b>	<b>25</b>
6.3.1 Vibrations.....	25
<b>6.4 Émissions lumineuses.....</b>	<b>25</b>
<b>7 - Prévention des risques technologiques.....</b>	<b>26</b>
<b>7.1 Principes directeurs.....</b>	<b>26</b>
<b>7.2 Généralités.....</b>	<b>26</b>
7.2.1 Localisation des risques.....	26
7.2.2 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement.....	27
7.2.3 Information préventive sur les effets domino externes.....	27
7.2.4 Gardiennage et contrôle des accès.....	27
7.2.5 Circulation dans l'établissement.....	27
7.2.6 Étude de dangers.....	27
7.2.7 Caractéristiques minimales des voies.....	28
<b>7.3 Bâtiments et locaux.....</b>	<b>28</b>
<b>7.4 Surveillance et détection.....</b>	<b>28</b>
<b>7.5 Dispositif de prévention des accidents.....</b>	<b>28</b>
7.5.1 Zones à atmosphère explosible.....	28
7.5.2 Installations électriques – Mise à la terre.....	29
7.5.3 Protection contre la foudre.....	29
7.5.4 Séismes.....	30
<b>7.6 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....</b>	<b>30</b>
7.6.1 Organisation de l'établissement.....	30
7.6.2 Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	30
7.6.3 Rétentions.....	30
7.6.4 Réservoirs.....	31
7.6.5 Règles de gestion des stockages en rétention.....	31
7.6.6 Stockage sur les lieux d'emploi.....	31
7.6.7 Transports - chargements - déchargements.....	31
7.6.8 Élimination des substances ou mélanges dangereux.....	32
<b>7.7 Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses.....</b>	<b>32</b>
7.7.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	32
7.7.2 Surveillance de l'installation.....	32
7.7.3 Vérifications périodiques.....	32
7.7.4 Interdiction de feux.....	32
7.7.5 Formation du personnel.....	33
7.7.6 Travaux d'entretien et de maintenance.....	33
7.7.7 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	34
7.7.8 Substances radioactives.....	34

7.7.8.1. Détection de matières radioactives.....	34
7.7.8.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs.....	34
<b>7.8 Mesures de maîtrise des risques.....</b>	<b>35</b>
7.8.1 Liste des mesures de maîtrise des risques.....	35
7.8.2 Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques.....	35
7.8.3 Domaine de fonctionnement sur des procédés.....	35
7.8.4 Dispositif de conduite.....	35
7.8.5 Surveillance et détection des zones de dangers.....	35
7.8.6 Alimentation électrique.....	36
7.8.7 Utilités destinées à l'exploitation des installations.....	36
7.8.8 Poussières inflammables.....	36
<b>7.9 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....</b>	<b>36</b>
7.9.1 Définition générale des moyens.....	36
7.9.2 Entretien des moyens d'intervention.....	36
7.9.3 Ressources en eau et dispositifs de lutte contre l'incendie.....	37
7.9.4 Consignes de sécurité.....	37
7.9.5 Consignes générales d'intervention.....	38
<b>7.10 Protection des milieux récepteurs.....</b>	<b>38</b>
Bassin de confinement et bassin d'orage.....	38
<b>8 Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....</b>	<b>38</b>
<b>8.1 Prescriptions complémentaires relatives au procédé de méthanisation.....</b>	<b>38</b>
8.1.1 Digestats.....	38
8.1.2 Dispositions constructives.....	39
8.1.3 Distance d'implantation.....	39
8.1.4 Maîtrise d'admission des déchets.....	39
8.1.4.1. Caractérisation préalable des déchets.....	39
8.1.4.2. Matières de caractéristiques constantes dans le temps et boues d'épuration.....	40
8.1.4.3. Enregistrement lors de l'admission des déchets ou de matières.....	40
8.1.4.4. Réception des matières.....	41
8.1.5 Limitation des nuisances.....	41
8.1.6 Conditions d'exploitation.....	41
8.1.6.1. Composition du biogaz.....	41
8.1.6.2. Destruction du biogaz et du biométhane.....	42
8.1.6.3. Comptage du biogaz.....	42
8.1.6.4. Risque de fuite du biogaz.....	42
8.1.6.5. Les différents systèmes de détection présents.....	43
8.1.6.6. Surveillance du procédé de méthanisation.....	43
8.1.6.7. Phase de démarrage ou de redémarrage des installations.....	43
8.1.6.8. Indisponibilités.....	44
8.1.7 Repérage des canalisations.....	44
8.1.7.1. Canalisations et dispositifs d'ancrage.....	44
8.1.7.2. Raccords des tuyauteries biogaz.....	44
8.1.7.3. Soupape de respiration et évent d'explosion.....	44
8.1.7.4. Programme de maintenance préventive.....	44
8.1.8 Protection contre les nuisibles.....	45
8.1.9 Gestion des matières ou déchets issus du procédé de méthanisation.....	45
<b>9 épandage.....</b>	<b>45</b>
<b>9.1 ÉPANDAGE DES DIGESTATS SOLIDES ET LIQUIDES ISSUS DU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION.....</b>	<b>45</b>
9.1.1 Dispositions générales.....	45
9.1.2 Épandages interdits.....	46
9.1.3 Autorisation.....	46
9.1.4 Conditions d'épandage.....	46

9.1.5 Programme prévisionnel annuel d'épandage.....	48
9.1.6 Cahier d'épandage.....	48
9.1.7 Bilan annuel d'épandage.....	49
9.1.8 Analyses des déchets et des effluents.....	49
9.1.9 Analyse des sols.....	49
9.1.10 Opération de chargement, transport et épandage.....	49
9.1.11 Information des communes concernées par l'épandage.....	50
<b>10 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</b>	<b>50</b>
10.1 SANCTIONS.....	50
10.2 PUBLICITÉ.....	50
10.3 EXÉCUTION.....	50



[illegible]



## ANNEXE 2

## PARCELLES CONCERNÉES PAR LE PLAN D'ÉPANDAGE

Exploitation	Parcelle	Commune	Surface épanable	Surface exclue
BELTOISE ANTHONY	BELT03	RAMOULU	22,21	0,22
BELTOISE ANTHONY	BELT04	ENGENVILLE	14,55	0
BELTOISE ANTHONY	BELT05	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	39,87	0,19
BELTOISE ANTHONY	BELT06	RAMOULU	9,3	0
BELTOISE ANTHONY	BELT07	RAMOULU	5,71	0,16
BELTOISE ANTHONY	BELT08	RAMOULU	12,61	0
BELTOISE ANTHONY	BELT09	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	2,69	0
BELTOISE ANTHONY	BELT10	RAMOULU	1,62	0
BELTOISE ANTHONY	BELT16	LE MALESHERBOIS	0	2,56
BERTHEAU GEOFFROY	BEG01	BAZOUCHES-LES-GALLERANDES	17,7	0
BERTHEAU GEOFFROY	BEG02	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	10,77	0
BERTHEAU GEOFFROY	BEG03	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	13,77	0
BERTHEAU GEOFFROY	BEG04	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	9,13	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR01	CHARMONT-EN-BEAUCE	13,25	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR03	CHARMONT-EN-BEAUCE	4,69	0,6
BEURY SEBASTIEN	BEUR04	CHARMONT-EN-BEAUCE	13,91	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR05	CHARMONT-EN-BEAUCE	19,65	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR06	LÉOUVILLE	4,99	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR08	LÉOUVILLE	2,68	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR09	LÉOUVILLE	6,43	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR10	LÉOUVILLE	2,08	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR11	CHARMONT-EN-BEAUCE	6,69	0
BEURY SEBASTIEN	BEUR02	CHARMONT-EN-BEAUCE	9,39	0
CAILLETTE PASCAL	CAP01	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	11,03	0,49
CAILLETTE PASCAL	CAP02	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	4,62	0
CAILLETTE PASCAL	CAP03	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,57
CAILLETTE PASCAL	CAP04	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,49
CAILLETTE PASCAL	CAP05	LAAS	36,26	0,04
CAILLETTE PASCAL	CAP06	LAAS	18,91	0
CAILLETTE PASCAL	CAP07	LAAS	8,44	0
CAILLETTE PASCAL	CAP08	ESCRENNES	18,17	0,08
CAILLETTE PASCAL	CAP09	ESCRENNES	0	20,19
CAILLETTE PASCAL	CAP10	LAAS	2,66	0
CAILLETTE PASCAL	CAP11	LAAS	0	0,59
CAILLETTE PASCAL	CAP12	LAAS	0	0,36
CAILLETTE PASCAL	CAP24	ESCRENNES	0	2,6
CUDENNEC YANN	CUJL02	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	29,17	1,99
CUDENNEC YANN	CUJL03	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	22,33	1,3
CUDENNEC YANN	CUJL04	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	18,16	0
CUDENNEC YANN	CUJL04	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	9,1	0,42
CUDENNEC YANN	CUJL06	VRIGNY	6	0
CUDENNEC YANN	CUJL12	VRIGNY	1,06	0,07
CUDENNEC YANN	CUJL15	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	3,04	0
CUDENNEC YANN	CUJL17	VRIGNY	1,56	0
CUDENNEC YANN	CUJL22	VRIGNY	0	0,54
CUDENNEC YANN	CUJL40	VRIGNY	0	0,77
CUDENNEC YANN	CUJL48	VRIGNY	0,95	0
CUDENNEC YANN	CUJL52	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0	2,07
CUDENNEC YANN	CUJL53	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0	0,8
CUDENNEC YANN	CUJL58	ASCOUX	3,18	0,63
DESSIENNE SYLVAIN	DES01	PITHIVIERS-LE-VIEIL	16,44	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES02	PITHIVIERS-LE-VIEIL	14,11	0,39
DESSIENNE SYLVAIN	DES03	ENGENVILLE	5,7	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES04	PITHIVIERS-LE-VIEIL	8,34	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES05	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	3,47
DESSIENNE SYLVAIN	DES06	PITHIVIERS-LE-VIEIL	6,05	0,25
DESSIENNE SYLVAIN	DES07	PITHIVIERS-LE-VIEIL	3,82	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES08	PITHIVIERS-LE-VIEIL	4,95	1,35
DESSIENNE SYLVAIN	DES09	PITHIVIERS-LE-VIEIL	13,54	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES10	GUIGNEVILLE	8,06	0
DESSIENNE SYLVAIN	DES11	PITHIVIERS-LE-VIEIL	11,28	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL01	SANTEAU	37,41	0,16
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL02	SANTEAU	23,81	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL03	SANTEAU	21,41	0,06

## ANNEXE 2

EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL04	SANTEAU	20,8	0,21
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL05	CHILLEURS-AUX-BOIS	19,31	0,24
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL06	CHILLEURS-AUX-BOIS	16,16	0,11
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL07	CHILLEURS-AUX-BOIS	21,71	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL08	CHILLEURS-AUX-BOIS	7,15	1,08
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL09	CHILLEURS-AUX-BOIS	5,09	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL10	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	1,11
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL11	SANTEAU	0	0,46
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL12	SANTEAU	0	0,66
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL13	SANTEAU	0	0,11
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL14	SANTEAU	0	0,71
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL15	CHILLEURS-AUX-BOIS	2,04	0,35
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL16	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	1,1
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL17	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,97
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL18	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,47
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL19	SANTEAU	0	0,27
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL20	SANTEAU	0	0,25
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL21	SANTEAU	0	0,44
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL22	JOUY-EN-PITHIVERAIS	10,23	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL23	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3,98	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL24	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL25	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,78	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL26	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0,39	0,25
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL28	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0,26	0,06
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL29	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,93	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL31	JOUY-EN-PITHIVERAIS	8,08	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL32	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3,62	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL45	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	45,85	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL48	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	20,06	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL45	BAZOCHE-LES-GALLERANDES	3,69	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL46	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	5,17	0,25
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL47	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	13,67	0,93
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL49	ATTRAY	15,99	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL50	MONTIGNY	22,36	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	EAL53	ATTRAY	2,65	0,95
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL08	ASCOUX	0	0,29
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL33	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,93	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL34	LAAS	23,94	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL35	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	6,58	0



## ANNEXE 2

EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL36	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	3,01	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL37	JOUY-EN-PITHIVERAIS	14,49	0,18
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL38	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	7,95	0
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL39	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	25,99	0,94
EARL ALLIMONIER GILLES ET FLORENCE	GALL40	YÈVRE-LA-VILLE	12,86	0,34
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG01	CHARMONT-EN-BEAUCE	14,36	0,22
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG02	CHARMONT-EN-BEAUCE	17,04	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG03	CHARMONT-EN-BEAUCE	4,67	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG05	CHARMONT-EN-BEAUCE	29,63	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG09	RAMOULU	0	0,07
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG15	RAMOULU	5,98	0,88
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG16	RAMOULU	8,34	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG17	RAMOULU	0	0,43
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG18	RAMOULU	3,57	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG19	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	2,62	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG21	RAMOULU	0	0,73
EARL BEAUVALLET GILLES	EBG22	RAMOULU	10,25	0
EARL BEAUVALLET GILLES	ECOT03	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	12,89	0,06
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT01	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	21,51	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT02	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	0,35
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT04	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	6,24	0,88
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT05	GUIGNEVILLE	0	0,41
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT05	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	0,75
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT06	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	1,03	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT07	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	22,68	0,51
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT09	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	1,12
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT10	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	14,53	0,21
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT11	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	0,96
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT12	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	7,85	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT13	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	5,26	0
EARL BEAUVALLET GILLES	EDCOT14	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	3,94	0,32
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP01	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	17,81	0
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP02	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	23,1	0
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP03	CHÂTILLON-LE-ROI	30,48	13,11
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP04	CHÂTILLON-LE-ROI	41,63	0
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP10	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	23,85	0
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP11	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	7,58	0
EARL BERTHEAU PHILIPPE	EBP16	CHÂTILLON-LE-ROI	7,95	0
EARL BLECHET	EBLE01	JOUY-EN-PITHIVERAIS	4,32	0
EARL BLECHET	EBLE02	JOUY-EN-PITHIVERAIS	16,15	0
EARL BLECHET	EBLE03	JOUY-EN-PITHIVERAIS	15,52	0
EARL BLECHET	EBLE03-a	JOUY-EN-PITHIVERAIS	7,25	0
EARL BLECHET	EBLE04	JOUY-EN-PITHIVERAIS	6,98	0,37
EARL BLECHET	EBLE05	JOUY-EN-PITHIVERAIS	7,94	0,08
EARL BLECHET	EBLE06	JOUY-EN-PITHIVERAIS	5,08	0,2
EARL BLECHET	EBLE07	JOUY-EN-PITHIVERAIS	42,44	1,13
EARL BLECHET	EBLE08	JOUY-EN-PITHIVERAIS	83,36	0,59
EARL BLECHET	EBLE08-a	JOUY-EN-PITHIVERAIS	42,97	0
EARL BLECHET	EBLE08-b	JOUY-EN-PITHIVERAIS	30,52	0
EARL BLECHET	EBLE09	JOUY-EN-PITHIVERAIS	29,92	0,76
EARL BLECHET	EBLE10	JOUY-EN-PITHIVERAIS	9,73	0
EARL BLECHET	EBLE11	PITHIVIERS-LE-VIEIL	13,43	0,13
EARL BLECHET	EBLE12	PITHIVIERS-LE-VIEIL	6,3	0
EARL BLECHET	EBLE13	JOUY-EN-PITHIVERAIS	19,08	0
EARL C.G.MERCIER	EME01	DADONVILLE	35,13	0
EARL C.G.MERCIER	EME02	DADONVILLE	38,48	0,26
EARL C.G.MERCIER	EME03	DADONVILLE	16,11	0
EARL C.G.MERCIER	EME04	DADONVILLE	10,1	0
EARL C.G.MERCIER	EME06	DADONVILLE	11,43	0,58
EARL CHATELAIN	ECA01	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	26,78	0
EARL CHATELAIN	ECA02	GUIGNEVILLE	9,78	0
EARL CHATELAIN	ECA03	GUIGNEVILLE	14,04	0
EARL CHATELAIN	ECA04	GUIGNEVILLE	35,17	0
EARL CHATELAIN	ECA05	GUIGNEVILLE	17,23	0,02
EARL CHATELAIN	ECA07	GUIGNEVILLE	2,13	0,18
EARL CHATELAIN	ECA08	GUIGNEVILLE	11,35	0

## ANNEXE 2

EARL CHATELAIN	ECA09	GUIGNEVILLE	6,1	0,35
EARL CHATELAIN	ECA10	GUIGNEVILLE	16,64	0
EARL CHATELAIN	ECA11	GUIGNEVILLE	5,4	0
EARL CHATELAIN	ECA12	GUIGNEVILLE	8,28	0
EARL CHATELAIN	ECA13	GUIGNEVILLE	4,52	0
EARL CHATELAIN	ECA14	GUIGNEVILLE	16,46	0
EARL CONSTANTIN	EFL01	CHÂTILLON-LE-ROI	50,57	0,25
EARL CONSTANTIN	EFL02	CHÂTILLON-LE-ROI	16,71	0,11
EARL CONSTANTIN	EFL03	CHÂTILLON-LE-ROI	9,45	0
EARL CONSTANTIN	EFL04	CHÂTILLON-LE-ROI	0	5,28
EARL CONSTANTIN	EFL05	CHÂTILLON-LE-ROI	0	2,61
EARL CONSTANTIN	EFL06	CHÂTILLON-LE-ROI	0,57	0,3
EARL CONSTANTIN	EFL08	CHÂTILLON-LE-ROI	0	1,24
EARL CONSTANTIN	EFL09	BAZOCHES-LES- GALLERANDES	20,06	0
EARL CONSTANTIN	EFL10	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	8,93	0,17
EARL CONSTANTIN	EFL11	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	5,79	0
EARL CONSTANTIN	EFL14	BAZOCHES-LES- GALLERANDES	3,8	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn01	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	18,86	0,44
EARL D'ANNORVILLE	EAn02	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	4,19	0,34
EARL D'ANNORVILLE	EAn03	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	20,52	0,38
EARL D'ANNORVILLE	EAn04	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	22,45	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn05	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	3,29	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn06	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	5,8
EARL D'ANNORVILLE	EAn07	VRIGNY	13,31	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn08	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	2,03	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn09	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,2
EARL D'ANNORVILLE	EAn10	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,19
EARL D'ANNORVILLE	EAn11	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,27
EARL D'ANNORVILLE	EAn12	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,77
EARL D'ANNORVILLE	EAn13	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,36
EARL D'ANNORVILLE	EAn14	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,3	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn15	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,07
EARL D'ANNORVILLE	EAn16	CHAMBON-LA-FORÊT	1,14	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn17	LE MALESHERBOIS	10,68	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn18	LE MALESHERBOIS	3,18	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn19	LE MALESHERBOIS	0	0,27
EARL D'ANNORVILLE	EAn20	LE MALESHERBOIS	5,6	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn21	LE MALESHERBOIS	3,22	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn22	LE MALESHERBOIS	8,43	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn23	LE MALESHERBOIS	0	0,53
EARL D'ANNORVILLE	EAn24	LE MALESHERBOIS	0	0,87
EARL D'ANNORVILLE	EAn25	LE MALESHERBOIS	0	0,73
EARL D'ANNORVILLE	EAn26	LE MALESHERBOIS	1,5	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn27	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	7,91	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn28	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	4,4	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn30	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	5,16	0,32
EARL D'ANNORVILLE	EAn31	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	8,02	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn32	VRIGNY	6,7	0
EARL D'ANNORVILLE	EAn33	VRIGNY	8,37	0,44
EARL D'ANNORVILLE	EAn34	VRIGNY	4,46	0,19
EARL DE BLAMONT	EBL01	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	23,61	0
EARL DE BLAMONT	EBL02	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	17,32	0
EARL DE BLAMONT	EBL03	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	8,51	0
EARL DE BLAMONT	EBL04	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	14,26	0
EARL DE BLAMONT	EBL05	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	25,79	0
EARL DE BLAMONT	EBL06	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	0	0,54
EARL DE BLAMONT	EBL07	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	0	0,52
EARL DE BLAMONT	EBL08	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	0	0,14
EARL DE BLAMONT	EBL09	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	0	0,85
EARL DE BLAMONT	EBL10	PITHIVIERS-LE-VIEIL	7,27	0,58
EARL DE BLAMONT	EBL11	JOUY-EN-PITHIVERAIS	6,49	0
EARL DE BLAMONT	EBL11-a	JOUY-EN-PITHIVERAIS	2,33	0
EARL DE BLAMONT	EBL15	YÈVRE-LA-VILLE	1,56	0
EARL DE BLAMONT	EBL21	BAZOCHES-LES- GALLERANDES	5,67	0
EARL DE BLAMONT	EBL23	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0	0,25
EARL DE BLAMONT	EBL29	ATTRAY	5,73	0
EARL DE BLAMONT	SAL02	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,68	0
EARL DE BLAMONT	SAL03	JOUY-EN-PITHIVERAIS	6,88	0
EARL DE BLAMONT	SAL04	JOUY-EN-PITHIVERAIS	4,64	0
EARL DE BLAMONT	SAL05	JOUY-EN-PITHIVERAIS	6,51	0
EARL DE BLAMONT	SAL07	JOUY-EN-PITHIVERAIS	8,51	0,16

ANNEXE 2

EARL DE BLAMONT	SAL09	JOUY-EN-PITHIVERAIS	2,81	0
EARL DE BLAMONT	SAL10	JOUY-EN-PITHIVERAIS	5,66	0
EARL DE BLAMONT	SAL12	JOUY-EN-PITHIVERAIS	7,04	0
EARL DE BLAMONT	SAL13	ATTRAY	4	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC02	CHAMBON-LA-FORÊT	2,64	0,11
EARL DE CLEREMBAULT	EDC03	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	3,43	0,06
EARL DE CLEREMBAULT	EDC04	CHAMBON-LA-FORÊT	2,9	0,58
EARL DE CLEREMBAULT	EDC05	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,43
EARL DE CLEREMBAULT	EDC06	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,46	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC07	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,93	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC08	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0,6	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC09	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,95	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC1	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	42,1	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC10	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0,87	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC11	VRIGNY	0,87	0,51
EARL DE CLEREMBAULT	EDC11	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0,49	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC19	VRIGNY	6,15	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC21	VRIGNY	0	0,21
EARL DE CLEREMBAULT	EDC22	VRIGNY	5,08	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC24	VRIGNY	0	0,84
EARL DE CLEREMBAULT	EDC25	VRIGNY	0	0,64
EARL DE CLEREMBAULT	EDC26	VRIGNY	0	0,5
EARL DE CLEREMBAULT	EDC27	VRIGNY	0	0,81
EARL DE CLEREMBAULT	EDC28	VRIGNY	1,77	0,16
EARL DE CLEREMBAULT	EDC29	CHAMBON-LA-FORÊT	11,26	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC30	CHAMBON-LA-FORÊT	11,16	0
EARL DE CLEREMBAULT	EDC31	CHAMBON-LA-FORÊT	0	1,1
EARL DE CLEREMBAULT	EDC32	CHAMBON-LA-FORÊT	0	0,29
EARL DE CLEREMBAULT	EDC33	CHAMBON-LA-FORÊT	0	0,85
EARL DE CLEREMBAULT	EDC34	CHAMBON-LA-FORÊT	1,82	0,04
EARL DE CLEREMBAULT	EDC35	CHAMBON-LA-FORÊT	3,93	0,53
EARL DE CLEREMBAULT	EDC37	CHAMBON-LA-FORÊT	0	1,27
EARL DE CLEREMBAULT	EDC38	CHAMBON-LA-FORÊT	0	3,74
EARL DE CLEREMBAULT	EDC39	CHAMBON-LA-FORÊT	0	3,59
EARL DE CLEREMBAULT	EDC41	CHAMBON-LA-FORÊT	0	0,65
EARL DE CLEREMBAULT	EDC42	CHAMBON-LA-FORÊT	0	0,35
EARL DE CLEREMBAULT	EDC43	CHAMBON-LA-FORÊT	0	1,04
EARL DE CLEREMBAULT	EDC44	CHAMBON-LA-FORÊT	0	0,43
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB01	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,24	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB02	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	3,99	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB03	DADONVILLE	0,75	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB04	DADONVILLE	1,52	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB05	YÈVRE-LA-VILLE	41,07	0,21
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB06	YÈVRE-LA-VILLE	1,17	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB07	YÈVRE-LA-VILLE	9,7	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB08	YÈVRE-LA-VILLE	17,29	0,13
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB09	YÈVRE-LA-VILLE	18,26	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB10	YÈVRE-LA-VILLE	14,01	0,14
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB11	YÈVRE-LA-VILLE	12,95	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB12	YÈVRE-LA-VILLE	14,4	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB13	YÈVRE-LA-VILLE	0,22	0,11
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB14	YÈVRE-LA-VILLE	0,53	0,31
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB15	YÈVRE-LA-VILLE	3,67	0,99
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB17	YÈVRE-LA-VILLE	3,45	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB18	GUIGNEVILLE	9,29	0
EARL DE LA BINOCHÉ	ELB19	GUIGNEVILLE	2,31	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB01	PITHIVIERS-LE-VIEIL	14,09	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB02	PITHIVIERS-LE-VIEIL	32,46	1,08
EARL DE LA BOISSY	EDLB03	PITHIVIERS-LE-VIEIL	24,67	0,57
EARL DE LA BOISSY	EDLB04	PITHIVIERS-LE-VIEIL	2,28	0,32
EARL DE LA BOISSY	EDLB05	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,76	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB06	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,19	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB07	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,59	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB08	PITHIVIERS-LE-VIEIL	2,34	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB09	PITHIVIERS-LE-VIEIL	2,4	0,91
EARL DE LA BOISSY	EDLB10	ESCRENNES	8,61	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB11	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,23	0,04
EARL DE LA BOISSY	EDLB12	ESCRENNES	7,53	0,35
EARL DE LA BOISSY	EDLB13	ESCRENNES	1,31	0,33
EARL DE LA BOISSY	EDLB16	DADONVILLE	4,35	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB18	YÈVRE-LA-VILLE	1,27	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB19	PITHIVIERS-LE-VIEIL	11,35	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB20	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0,87	0

## ANNEXE 2

EARL DE LA BOISSY	EDLB21	PITHIVIERS-LE-VIEIL	8,76	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB23	SANTEAU	0	0,5
EARL DE LA BOISSY	EDLB24	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,63	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB25	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0,52	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB26	PITHIVIERS-LE-VIEIL	10,98	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB28	ESCRENNES	10,9	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB30	ESCRENNES	4,96	0
EARL DE LA BOISSY	EDLB32	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0,94	0,32
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG02	CHILLEURS-AUX-BOIS	29,94	0,42
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG03	CHILLEURS-AUX-BOIS	8,22	0
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG04	CHILLEURS-AUX-BOIS	13,79	0,68
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG05	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,21	0
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG06	CHILLEURS-AUX-BOIS	0,93	0,51
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG07	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,31	0,23
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG08	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,19	0,65
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG09	SANTEAU	13,29	0,28
EARL DE LA GRANDE GERVAISE	ELGG1	CHILLEURS-AUX-BOIS	27,51	0,98
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH02	ESCRENNES	0	0,85
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH07	SANTEAU	5,53	0,16
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH08	SANTEAU	6,54	0,53
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH09	SANTEAU	2,85	0
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH10	SANTEAU	0,69	0,05
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH11	SANTEAU	18,66	0,76
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH12	MAREAU-AUX-BOIS	24,84	1,12
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH13	MAREAU-AUX-BOIS	1,67	0,11
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH14	MAREAU-AUX-BOIS	0	1,47
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH15	MAREAU-AUX-BOIS	2,07	0,25
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH16	MAREAU-AUX-BOIS	1,36	0,26
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH16	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0	0,41
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH17	MAREAU-AUX-BOIS	8,43	1,38
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH18	LAAS	23,81	0
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH19	MAREAU-AUX-BOIS	36,91	0
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH21	MAREAU-AUX-BOIS	0	7,49
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH22	MAREAU-AUX-BOIS	2,67	0
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH23	MAREAU-AUX-BOIS	6,24	5,42
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH24	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,61
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH25	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0,91	0,11
EARL DE LA THEZARDIERE	ETH27	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	1,55	0,69
EARL DES 2 TERROIRS	SEP3T01	ATTRAY	36,1	0
EARL DES 2 TERROIRS	SEP3T02	ATTRAY	24,93	0
EARL DES 2 TERROIRS	SEP3T03	ATTRAY	7,92	0,08
EARL DES 2 TERROIRS	SEP3T04	ATTRAY	0	0,59
EARL DES 2 TERROIRS	SEP3T05	ATTRAY	27,3	0
EARL D'HUY	EDH01	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	0,94
EARL D'HUY	EDH02	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	39,03	0,12
EARL D'HUY	EDH03	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	60,79	0,29
EARL D'HUY	EDH04	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	10,48
EARL D'HUY	EDH05	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	13,64	0
EARL D'HUY	EDH06	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	20,33	1,29
EARL D'HUY	EDH07	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	9,75	0,65
EARL D'HUY	EDH08	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	25,27	0
EARL D'HUY	EDH09	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	6,01	0
EARL D'HUY	EDH09PP	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	21,43
EARL D'HUY	EDH10	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	31,73	0,29
EARL D'HUY	EDH11	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	2,19	0,08
EARL DU G CINQ	EDGC01	MAREAU-AUX-BOIS	17,94	2,05
EARL DU G CINQ	EDGC02	MAREAU-AUX-BOIS	22,9	1,4
EARL DU G CINQ	EDGC03	MAREAU-AUX-BOIS	15,65	0,36
EARL DU G CINQ	EDGC04	MAREAU-AUX-BOIS	4,13	0
EARL DU G CINQ	EDGC05	MAREAU-AUX-BOIS	10,37	2,73
EARL DU G CINQ	EDGC06	MAREAU-AUX-BOIS	2,23	1
EARL DU G CINQ	EDGC07	MAREAU-AUX-BOIS	10,79	1,45
EARL DU G CINQ	EDGC08	MAREAU-AUX-BOIS	8,57	1,19
EARL DU G CINQ	EDGC09	MAREAU-AUX-BOIS	2,03	0,24
EARL DU G CINQ	EDGC10	MAREAU-AUX-BOIS	0	1,84



## ANNEXE 2

EARL DU G CINQ	EDGC11	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,88
EARL DU G CINQ	EDGC12	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,45
EARL DU G CINQ	EDGC13	MAREAU-AUX-BOIS	2,08	1,61
EARL DU G CINQ	EDGC14	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,45
EARL DU G CINQ	EDGC15	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,22
EARL DU G CINQ	EDGC16	MAREAU-AUX-BOIS	1,65	0
EARL DU G CINQ	EDGC18	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,6
EARL DU G CINQ	EDGC19	MAREAU-AUX-BOIS	0	1,5
EARL DU G CINQ	EDGC20	LAAS	8,53	0
EARL DU G CINQ	EDGC21	ESCRENNES	0	0,71
EARL DU G CINQ	EDGC22	ESCRENNES	0	0,5
EARL DU G CINQ	EDGC23	ESCRENNES	14,9	0
EARL DU G CINQ	EDGC24	SANTEAU	12,97	0,23
EARL DU G CINQ	EDGC25	SANTEAU	1,3	0,18
EARL DU G CINQ	EDGC26	YÈVRE-LA-VILLE	5,11	0
EARL DU G CINQ	EDGC27	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,79
EARL DU G CINQ	EDGC29	CHILLEURS-AUX-BOIS	3,33	0,47
EARL DU G CINQ	EDGC30	SANTEAU	5,31	1,2
EARL DU G CINQ	EDGC31	SANTEAU	1,46	0
EARL DU G CINQ	EDGC32	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,31
EARL DU G CINQ	EDGC33	SANTEAU	2,02	0
EARL DU PRESOIR	EPR01	ESCRENNES	0	1,14
EARL DU PRESOIR	EPR02	ASCOUX	3,2	0,5
EARL DU PRESOIR	EPR03	DADONVILLE	5,01	0
EARL DU PRESOIR	EPR04	DADONVILLE	4,1	0,42
EARL DU PRESOIR	EPR05	DADONVILLE	5,69	0,6
EARL DU PRESOIR	EPR06	DADONVILLE	0	0,05
EARL DU PRESOIR	EPR07	ASCOUX	19,09	0
EARL DU PRESOIR	EPR08	DADONVILLE	0	0,25
EARL DU PRESOIR	EPR09	DADONVILLE	0	0,46
EARL DU PRESOIR	EPR10	ASCOUX	1,01	0
EARL DU PRESOIR	EPR11	ASCOUX	2,14	0,21
EARL DU PRESOIR	EPR12	ASCOUX	6,83	0
EARL DU PRESOIR	EPR13	ASCOUX	24,66	0
EARL DU PRESOIR	EPR14	ASCOUX	0	4,17
EARL DU PRESOIR	EPR15	ASCOUX	0	0,76
EARL DU PRESOIR	EPR16	ASCOUX	1,01	0
EARL DU PRESOIR	EPR17	ASCOUX	0	0,48
EARL DU PRESOIR	EPR18	ASCOUX	0	0,84
EARL DU PRESOIR	EPR19	ASCOUX	15,29	0
EARL DU PRESOIR	EPR20	ASCOUX	1,37	0,57
EARL DU PRESOIR	EPR21	ASCOUX	0	0,15
EARL DU PRESOIR	EPR22	ASCOUX	1,92	0,49
EARL DU PRESOIR	EPR23	ASCOUX	9,59	0,17
EARL DU PRESOIR	EPR24	ASCOUX	10,89	0
EARL DU PRESOIR	EPR25	ASCOUX	0	0,49
EARL DU PRESOIR	EPR26	ASCOUX	0	0,31
EARL DU PRESOIR	EPR27	ASCOUX	1,52	0,26
EARL DU PRESOIR	EPR28	ASCOUX	29,47	0,05
EARL DU PRESOIR	EPR29	ASCOUX	8,44	0,44
EARL DU PRESOIR	EPR30	ASCOUX	4,51	0
EARL DU PRESOIR	EPR31	ASCOUX	23,12	0
EARL DU PRESOIR	EPR32	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	2,99
EARL DU PRESOIR	EPR33	DADONVILLE	1,21	0,45
EARL DU PRESOIR	EPR34	DADONVILLE	9,54	0
EARL DU PRESOIR	EPR35	DADONVILLE	22,61	0,19
EARL DU PRESOIR	EPR36	DADONVILLE	10,02	0
EARL DU PRESOIR	EPR37	ASCOUX	2,87	0,15
EARL DU PRESOIR	EPR38	ASCOUX	0	0,36
EARL DU PRESOIR	EPR40	ASCOUX	0	0,3
EARL FERRIERE	EFE02	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0	2,97
EARL FERRIERE	EFE03	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	31,9	9,73
EARL FERRIERE	EFE03-a	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	0,27	0
EARL FERRIERE	EFE04	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	46,38	0,22
EARL FERRIERE	EFE05	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	26,35	0
EARL FERRIERE	EFE06	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	1,14	0,07
EARL FERRIERE	EFE07	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	20,65	0,07
EARL FERRIERE	EFE08	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	32,71	0,3
EARL FERRIERE	EFE09	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	8,9	0,41
EARL FERRIERE	EFE10	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	1,56	0,34
EARL FERRIERE	EFE11	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	0,82	0,33
EARL FERRIERE	EFE12	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	13,05	0

## ANNEXE 2

EARL FERRIERE	EFE13	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	5,21	0
EARL FERRIERE	EFE14	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	12,75	0
EARL FERRIERE	EFE17	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	6,04	0
EARL FERRIERE	EFE19	CROTTE-EN-PITHIVERAIS	6,21	0
EARL GUERINEAU	EGU01	ATTRAY	22,27	0
EARL GUERINEAU	EGU02	ATTRAY	22,05	0,14
EARL GUERINEAU	EGU03	ATTRAY	0	1,38
EARL GUERINEAU	EGU04	ATTRAY	3,18	0
EARL GUERINEAU	EGU05	ATTRAY	43,72	0,1
EARL GUERINEAU	EGU06	ATTRAY	0	1,06
EARL LA GROSSE BORNE	EGB01	GUIGNEVILLE	45	0,14
EARL LA GROSSE BORNE	EGB02	GUIGNEVILLE	13,8	0,15
EARL LA GROSSE BORNE	EGB06	GUIGNEVILLE	1,43	0,15
EARL LA GROSSE BORNE	EGB07	GUIGNEVILLE	20,95	0
EARL LA GROSSE BORNE	EGB14	GUIGNEVILLE	2,5	0
EARL LA GROSSE BORNE	EGB15	GUIGNEVILLE	13,29	0
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM01	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	0,18
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM01	BAZOCHES-LES-GALLERANDES	6,92	0
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM04	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	0,3
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM04	GUIGNEVILLE	0	0,16
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM05	GUIGNEVILLE	7,86	0
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM06	PITHIVIERS-LE-VIEIL	6,7	0,41
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM07	GUIGNEVILLE	0	0,1
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM08	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	0,56
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM09	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	0,07
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM15	GUIGNEVILLE	0	0,52
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM37	GUIGNEVILLE	0	0,76
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM38	GUIGNEVILLE	0	1,35
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM39	GUIGNEVILLE	2,98	0,01
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM40	GUIGNEVILLE	22,67	0
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM41	GUIGNEVILLE	9,27	0
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM42	GUIGNEVILLE	10,88	0,05
EARL LA VALLEE DU MOULIN	ELVDM43	GUIGNEVILLE	16,87	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ01	CHILLEURS-AUX-BOIS	2,53	0,08
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ06	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0	0,49
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ126	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,59
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ13	ESCRENNES	21,83	0,11
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ135	MONTIGNY	2,7	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ14	ESCRENNES	5,77	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ15	ESCRENNES	26,36	0,49
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ16	ATTRAY	8,66	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ17	ESCRENNES	6,76	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ18	ESCRENNES	0,52	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ19	ESCRENNES	2,01	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ20	MAREAU-AUX-BOIS	9,88	0,16
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ21	MAREAU-AUX-BOIS	14,35	1,49
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ22	MAREAU-AUX-BOIS	1,58	0,93
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ28	MAREAU-AUX-BOIS	5,48	6,17
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ29	LAAS	12,61	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ33	LAAS	14,1	0
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ35	ESCRENNES	0	2,86
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ38	ESCRENNES	0	3,49
EARL LAVEAU JERÔME	LAVJ39	ESCRENNES	0	3,4
EARL LE GRAND HOTEL	EGH03	CHARMONT-EN-BEAUCE	30,85	0,22
EARL LE GRAND HOTEL	EGH05	CHARMONT-EN-BEAUCE	2,02	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH07	CHARMONT-EN-BEAUCE	8,74	0,18
EARL LE GRAND HOTEL	EGH09	CHARMONT-EN-BEAUCE	5,23	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH11	CHARMONT-EN-BEAUCE	5	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH13	CHILLEURS-AUX-BOIS	7,47	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH14	GUIGNEVILLE	14,09	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH15	GUIGNEVILLE	19,75	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH16	GUIGNEVILLE	35,58	0
EARL LE GRAND HOTEL	EGH20	LÉOUVILLE	3,97	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC01	LÉOUVILLE	1,13	0,03
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC02	LÉOUVILLE	0	0,57
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC03	LÉOUVILLE	0	0,29
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC04	LÉOUVILLE	5,51	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC05	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	8,19	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC09	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,48
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC10	CHARMONT-EN-BEAUCE	4,6	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC11	CHARMONT-EN-BEAUCE	43,46	0,15

## ANNEXE 2

EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC12	CHARMONT-EN-BEAUCE	21,71	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC13	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,3
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC14	CHARMONT-EN-BEAUCE	7,3	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC17	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	0	0,24
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC19	CHARMONT-EN-BEAUCE	10,55	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC20	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,57
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC32	LE MALESHERBOIS	0	0,41
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC33	LE MALESHERBOIS	4,59	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC38	CHARMONT-EN-BEAUCE	36,91	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC39	GUIGNEVILLE	2,57	0
EARL LES FOSSES BLANCHES	ELFC40	CHARMONT-EN-BEAUCE	1,73	0
EARL LUCHARD	ELU01	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	33,4	0,74
EARL LUCHARD	ELU02	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	14,06	0
EARL LUCHARD	ELU03	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	9,96	0
EARL LUCHARD	ELU04	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	7,61	0
EARL LUCHARD	ELU05	VRIGNY	5,59	0
EARL LUCHARD	ELU06	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	2,09	0
EARL LUCHARD	ELU07	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,35
EARL LUCHARD	ELU08	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0,59	0
EARL LUCHARD	ELU09	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	8,29	0,16
EARL LUCHARD	ELU10	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	5,83	0,84
EARL LUCHARD	ELU11	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	28,27	0
EARL LUCHARD	ELU12	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,99
EARL LUCHARD	ELU13	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,41
EARL LUCHARD	ELU14	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,1
EARL LUCHARD	ELU15	VRIGNY	0	0,88
EARL LUCHARD	ELU16	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,25
EARL PERCHERON	EPE01	GUIGNEVILLE	0,37	0,21
EARL PERCHERON	EPE02	GUIGNEVILLE	1,14	0,31
EARL PERCHERON	EPE03	GUIGNEVILLE	0	0,2
EARL PERCHERON	EPE04	GUIGNEVILLE	0,37	0
EARL PERCHERON	EPE05	GUIGNEVILLE	1,94	0,03
EARL PERCHERON	EPE06	GUIGNEVILLE	1,61	0
EARL PERCHERON	EPE07	GUIGNEVILLE	22,06	0
EARL PERCHERON	EPE08	GUIGNEVILLE	29,73	0
EARL PERCHERON	EPE09	GUIGNEVILLE	7,29	0
EARL PERCHERON	EPE10	GUIGNEVILLE	17,71	0,26
EARL PERCHERON	EPE11	GUIGNEVILLE	0,54	0
EARL PERCHERON	EPE12	GUIGNEVILLE	0	0,22
EARL PERCHERON	EPE13	GUIGNEVILLE	15,57	0,17
EARL PERCHERON	EPE14	GUIGNEVILLE	31,89	0
EARL PERCHERON	EPE15	RAMOULU	1,27	0
EARL PERCHERON	EPE16	RAMOULU	0,7	0
EARL PERCHERON	EPE17	GUIGNEVILLE	1,24	0,14
EARL PERCHERON	EPE18	GUIGNEVILLE	1,78	0
EARL PERCHERON	EPE19	BOYNES	5,8	0
EARL PERCHERON	EPE20	BOYNES	0,25	0,17
EARL PERCHERON	EPE24	COURCELLES-LE-ROI	0,64	0
EARL PERCHERON	EPE33	GUIGNEVILLE	0	0,13
EARL PERCHERON	EPE34	GUIGNEVILLE	4,31	0
EARL PERCHERON	EPE35	GUIGNEVILLE	4,6	0,37
EARL PERCHERON	EPE41	CHARMONT-EN-BEAUCE	0,47	0,24
EARL PERCHERON	EPE42	CHARMONT-EN-BEAUCE	0,42	0
EARL PERCHERON	EPE43	CHARMONT-EN-BEAUCE	21,87	0
EARL PERCHERON	EPE44	CHARMONT-EN-BEAUCE	2,49	0
EARL PERCHERON	EPE45	CHARMONT-EN-BEAUCE	6,93	0
EARL PERCHERON	EPE47	CHARMONT-EN-BEAUCE	2,01	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG02	ASCOUX	12,62	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG03	ASCOUX	13,42	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG04	LAAS	7,03	0,36
EARL SAINT GREGOIRE	ESG05	LAAS	25,28	0,38
EARL SAINT GREGOIRE	ESG09	BONDAROY	5,89	0,64
EARL SAINT GREGOIRE	ESG13	ASCOUX	2,41	0,4
EARL SAINT GREGOIRE	ESG19	BONDAROY	5,68	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG20	BONDAROY	13,6	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG21	BONDAROY	2,95	0,62
EARL SAINT GREGOIRE	ESG26	BONDAROY	4,73	0,56
EARL SAINT GREGOIRE	ESG28	BONDAROY	2,71	0,09
EARL SAINT GREGOIRE	ESG32	BONDAROY	0,68	0,23
EARL SAINT GREGOIRE	ESG40	BONDAROY	8,77	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG41	BONDAROY	3,95	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG42	BONDAROY	4,5	0
EARL SAINT GREGOIRE	ESG43	BONDAROY	4,53	0,42

## ANNEXE 2

EARL SAINT GREGOIRE	ESG45	BONDAROY	0,78	0
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP01	ENGENVILLE	4,27	0
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP02	ENGENVILLE	11,21	0
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP03	ESCRENNES	7,91	0,09
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP04	LAAS	11	0,14
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP05	LAAS	46,72	0,1
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP06	VRIGNY	12,87	0,57
EARL THOMAS PHILIPPE	ETHOMASP07	VRIGNY	0	1,37
EARL TINSEAU	ETINS01	MONTIGNY	1,84	0,25
EARL TINSEAU	ETINS02	MONTIGNY	0	0,19
EARL TINSEAU	ETINS03	MONTIGNY	0	0,49
EARL TINSEAU	ETINS04	MONTIGNY	0,69	0,56
EARL TINSEAU	ETINS05	MONTIGNY	36,25	0
EARL TINSEAU	ETINS06	MONTIGNY	1,57	0,14
EARL TINSEAU	ETINS07	MONTIGNY	0	0,74
EARL TINSEAU	ETINS08	MONTIGNY	22,96	0
EARL TINSEAU	ETINS09	MONTIGNY	1,69	0
EARL TINSEAU	ETINS10	MONTIGNY	15,92	0,01
EARL VALLIER	EVA03	GUIGNEVILLE	9,62	0
EARL VALLIER	EVA04	GUIGNEVILLE	10,5	0
EARL VALLIER	EVA05	GUIGNEVILLE	11,77	0
EARL VALLIER	EVA06	GUIGNEVILLE	3,97	0
EARL VALLIER	EVA07	MARSAINVILLIERS	5,81	0
EARL VALLIER	EVA08	MARSAINVILLIERS	7,9	0
EARL VALLIER	EVA09	MARSAINVILLIERS	4,65	0
EARL VALLIER	EVA10	MARSAINVILLIERS	3,99	0
EARL VALLIER	EVA11	MARSAINVILLIERS	6,38	0,04
EARL VALLIER	EVA12	MARSAINVILLIERS	3,48	0
EARL VALLIER	EVA13	MARSAINVILLIERS	2,54	0,25
EARL VALLIER	EVA14	MARSAINVILLIERS	6,62	0
EARL VALLIER	EVA15	MARSAINVILLIERS	2,59	0
EARL VALLIER	EVA17	RAMOULU	2,46	0
EARL VALLIER	EVA19	RAMOULU	2,23	0
EARL VALLIER	EVA20	RAMOULU	1,15	0
EARL VALLIER	EVA21	RAMOULU	1,16	0
EARL VALLIER	EVA22	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	13,01	0,57
EARL VALLIER	EVA23	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	2,74	0,11
EARL VALLIER	EVA24	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	6	0
EARL VALLIER	EVA25	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	7,74	0,18
EARL VALLIER	EVA27	CÉSARVILLE-DOSSAINVILLE	15,78	0,42
FAUVIN ROMAIN	FAUV01	ASCOUX	6,65	0
FAUVIN ROMAIN	FAUV02	ASCOUX	0	1,14
FAUVIN ROMAIN	FAUV11	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,13
FAUVIN ROMAIN	FAUV12	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,16
FAUVIN ROMAIN	FAUV13	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	0	0,36
FAUVIN ROMAIN	FAUV14	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	3,8	0
FAUVIN ROMAIN	FAUV15	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	6,85	0
FAUVIN ROMAIN	FAUV17	PITHIVIERS-LE-VIEIL	3,3	0
FAUVIN ROMAIN	FAUV18	DADONVILLE	0	0,08
FAUVIN ROMAIN	FAUV19	DADONVILLE	2,79	0,25
FAUVIN ROMAIN	FAUV20	DADONVILLE	0	0,79
FAUVIN ROMAIN	FAUV21	DADONVILLE	0	0,08
FAUVIN ROMAIN	FAUV22	DADONVILLE	0	0,92
FAUVIN ROMAIN	FAUV23	DADONVILLE	1	0,55
FAUVIN ROMAIN	FAUV24	DADONVILLE	0	0,11
FAUVIN ROMAIN	FAUV25	DADONVILLE	4,81	0
FAUVIN ROMAIN	FAUV26	DADONVILLE	0	0,53
FAUVIN ROMAIN	FAUV27	DADONVILLE	3,26	0,6
FAUVIN ROMAIN	FAUV28	DADONVILLE	1,52	0,33
FAUVIN ROMAIN	FAUV29	DADONVILLE	31,32	0,74
FAUVIN ROMAIN	FAUV30	DADONVILLE	24,2	0,01
FAUVIN ROMAIN	FAUV31	DADONVILLE	1,44	0,59
FAUVIN ROMAIN	FAUV32	VRIGNY	13,4	0
FRISON ANTHONY	FRA202	COURCELLES-LE-ROI	24,94	0
FRISON ANTHONY	FRA203	YÈVRE-LA-VILLE	14,03	0
FRISON ANTHONY	FRA204	COURCELLES-LE-ROI	2,18	0
FRISON ANTHONY	FRA206	COURCELLES-LE-ROI	1,93	0,87
FRISON ANTHONY	FRA207	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	15,83	0
FRISON ANTHONY	FRA208	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	6,51	0
FRISON ANTHONY	FRA210	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	5	0
FRISON ANTHONY	FRA301	BOYNES	19,18	0,21
FRISON ANTHONY	FRA302	BOYNES	17,71	0
FRISON ANTHONY	FRA303	BOYNES	9,97	0



## ANNEXE 2

FRISON ANTHONY	FRA304	BOYNES	10,91	0,91
FRISON ANTHONY	FRA305	BOYNES	7,47	0
FRISON ANTHONY	FRA306	BOYNES	9,33	0
FRISON ANTHONY	FRA307	BOYNES	10,29	0
FRISON ANTHONY	FRA310	BOYNES	28,87	0,21
FRISON ANTHONY	FRA311	BARVILLE-EN-GÂTINAIS	42,34	0
FRISON ANTHONY	FRA315	COURCELLES-LE-ROI	2,97	0
GAEC DE PONTVILLE	GDPONT01	ATTRAY	4,1	0,1
GAEC DE PONTVILLE	GDPONT02	ATTRAY	28,35	0,09
GAEC DE PONTVILLE	GDPONT03	MONTIGNY	0	0,13
GAEC DE PONTVILLE	GDPONT04	MONTIGNY	1,77	0
GAUDET MARC	GAM01	ASCOUX	1,93	0,72
GAUDET MARC	GAM02	ASCOUX	11,5	0
GAUDET MARC	GAM03	DADONVILLE	3,88	1,37
GAUDET MARC	GAM05	DADONVILLE	0,29	0,06
GAUDET MARC	GAM07	DADONVILLE	10,4	0
GAUDET MARC	GAM08	DADONVILLE	7,75	0
GAUDET MARC	GAM09	LAAS	20,15	0
GAUDET MARC	GAM10	PITHIVIERS-LE-VIEIL	4,72	0,06
GAUDET MARC	GAM11	DADONVILLE	8,02	0
GAUDET MARC	GAM12	DADONVILLE	32,79	0
GAUDET MARC	GAM13	DADONVILLE	12,75	0
GAUDET MARC	GAM14	DADONVILLE	2,09	0,41
GAUDET MARC	GAM15	DADONVILLE	3	0,58
GAUDET MARC	GAM16	DADONVILLE	1,38	0,3
LELUC EMMANUEL	LELE01	CHARMONT-EN-BEAUCE	17,34	0
LELUC EMMANUEL	LELE02	CHARMONT-EN-BEAUCE	9,26	0
LELUC EMMANUEL	LELE03	CHARMONT-EN-BEAUCE	8,08	0
LELUC EMMANUEL	LELE04	CHARMONT-EN-BEAUCE	6,01	0,47
LELUC EMMANUEL	LELE05	CHARMONT-EN-BEAUCE	3,86	0
LELUC EMMANUEL	LELE06	CHARMONT-EN-BEAUCE	1,28	0,39
LELUC EMMANUEL	LELE07	CHARMONT-EN-BEAUCE	0,98	0,3
LELUC EMMANUEL	LELE08	CHARMONT-EN-BEAUCE	1,01	0
LELUC EMMANUEL	LELE09	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,51
LELUC EMMANUEL	LELE10	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,3
LELUC EMMANUEL	LELE11	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,06
MADRE THIERRY	MADT01	ATTRAY	0	0,54
MADRE THIERRY	MADT02	ATTRAY	6,54	0,67
MADRE THIERRY	MADT03	ATTRAY	7,04	0
MADRE THIERRY	MADT04	ATTRAY	2,18	0,26
MADRE THIERRY	MADT05	JOUY-EN-PITHIVERAIS	2,03	0
MADRE THIERRY	MADT06	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1	0
MADRE THIERRY	MADT07	MONTIGNY	0,81	0,61
MADRE THIERRY	MADT08	MONTIGNY	43,21	0
MADRE THIERRY	MADT09	MONTIGNY	0	0,41
MADRE THIERRY	MADT10	MONTIGNY	0	0,12
MADRE THIERRY	MADT12	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0	0,31
MADRE THIERRY	MADT13	BAZOUCHES-LES-GALLERANDES	0,76	0
MADRE THIERRY	MADT14	ESCENNES	2,62	0,05
MADRE THIERRY	MADT15	ESCENNES	1,78	0,22
MADRE THIERRY	MADT16	ESCENNES	15,75	0
MADRE THIERRY	MADT17	ESCENNES	0,04	1,02
MADRE THIERRY	MADT18	ESCENNES	0,03	0,64
MADRE THIERRY	MADT19	ESCENNES	0,72	0
MALON STEPHANE	MALONS01	CHARMONT-EN-BEAUCE	32,24	0
MALON STEPHANE	MALONS02	CHARMONT-EN-BEAUCE	25,93	0,04
MALON STEPHANE	MALONS03	CHARMONT-EN-BEAUCE	20,91	0
MALON STEPHANE	MALONS05	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,4
MALON STEPHANE	MALONS06	CHARMONT-EN-BEAUCE	6,65	0
MALON STEPHANE	MALONS07	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,45
MALON STEPHANE	MALONS08	CHARMONT-EN-BEAUCE	0	0,67
NIOCHE ERIC	NIO01	GUIGNEVILLE	13,93	0,35
NIOCHE ERIC	NIO02	GUIGNEVILLE	22	0,24
NIOCHE ERIC	NIO05	GUIGNEVILLE	23,83	0
NIOCHE ERIC	NIO09	GUIGNEVILLE	3,31	0
NIOCHE ERIC	NIO10	GRENEVILLE-EN-BEAUCE	20,99	0
NIOCHE ERIC	NIO11	GUIGNEVILLE	3,22	0
NIOCHE ERIC	NIO12	GUIGNEVILLE	7,07	0
NIOCHE ERIC	NIO13	DADONVILLE	11,6	0
NIOCHE ERIC	NIO15	DADONVILLE	14,48	0,69
NIOCHE ERIC	NIO16	DADONVILLE	6,05	0
NIOCHE ERIC	NIO4	GUIGNEVILLE	17,56	0,51
NIOCHE ERIC	NIO6	GUIGNEVILLE	15,21	0

## ANNEXE 2

NIOCHE ERIC	NIO7	GUIGNEVILLE	18,29	0
PAILLET JEREMY	ERA01	LE MALESHERBOIS	1,31	0
PAILLET JEREMY	ERA02	LE MALESHERBOIS	4,22	0
PAILLET JEREMY	ERA03	RAMOULU	1,63	0
PAILLET JEREMY	ERA04	RAMOULU	0,56	0
PAILLET JEREMY	ERA05	RAMOULU	2,54	0,07
PAILLET JEREMY	ERA06	RAMOULU	1,71	0
PAILLET JEREMY	ERA06PP	RAMOULU	0	2,63
PAILLET JEREMY	ERA07	RAMOULU	2,92	0
PAILLET JEREMY	ERA08	RAMOULU	0,79	0
PAILLET JEREMY	ERA09	RAMOULU	1,9	0
PAILLET JEREMY	ERA11	RAMOULU	0	0,19
PAILLET JEREMY	ERA12	RAMOULU	0	0,32
PAILLET JEREMY	ERA13	RAMOULU	0	0,43
PAILLET JEREMY	ERA14	RAMOULU	2,56	0
PAILLET JEREMY	ERA16	RAMOULU	15,02	0
PAILLET JEREMY	ERA17	BONDAROY	4,09	0
PAILLET JEREMY	PAIL18	BONDAROY	6,5	0,28
PAILLET JEREMY	PAIL19	BONDAROY	7,84	0
PAILLET JEREMY	PAIL20	BONDAROY	11,25	0,42
PAILLET JEREMY	PAIL21	BONDAROY	2,07	0,1
PAILLET JEREMY	PAIL22	BONDAROY	0	0,68
PAILLET JEREMY	PAIL24	BONDAROY	5,6	0
PAILLET JEREMY	PAIL25	BONDAROY	6,74	0,41
PAILLET JEREMY	PAIL27	BONDAROY	19,5	0
PAILLET JEREMY	PAIL28	BONDAROY	0	0,71
PAILLET JEREMY	PAIL32	BONDAROY	1,88	0
PAILLET JEREMY	PAIL33	PITHIVIERS-LE-VIEIL	3,45	0
PAILLET JEREMY	PAIL34	BONDAROY	0	0,1
PAILLET JEREMY	PAIL35	BONDAROY	7,65	0,23
PAILLET JEREMY	PAIL36	BONDAROY	4,51	0
PAILLET JEREMY	PAIL37	BONDAROY	0	0,41
PAILLET JEREMY	PAIL38	BONDAROY	0	0,28
PAILLET JEREMY	PAIL39	BONDAROY	2,24	0
PAILLET JEREMY	PAIL41	BONDAROY	0	0,76
PAILLET JEREMY	PAIL50	BONDAROY	0,76	0
PAILLET JEREMY	PAIL52	BONDAROY	2,58	0
POULARD JERÔME	POU01	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	64,94	0,16
POULARD JERÔME	POU02	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	7,17	0,03
POULARD JERÔME	POU03	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	18,4	0,62
POULARD JERÔME	POU04	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0,97	0,08
POULARD JERÔME	POU05	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	0	0,29
POULARD JERÔME	POU06	BOUZONVILLE-AUX-BOIS	1,38	0,03
POULARD JERÔME	POU07	VRIGNY	16,65	0
POULARD JERÔME	POU08	VRIGNY	3,27	1,53
POULARD JERÔME	POU09	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	5,1	0,4
POULARD JERÔME	POU10	LAAS	31,73	0
POULARD JERÔME	POU11	LAAS	2,09	0,64
POULARD JERÔME	POU12	LAAS	2,02	0,19
POULARD JERÔME	POU13	LAAS	21,48	0,38
POULARD JERÔME	POU14	LAAS	1,53	0
POULARD JERÔME	POU15	LAAS	0	0,45
POULARD JERÔME	POU16	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	2,65	0
RAFFARD GILLES	RAFG03	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,52
RAFFARD GILLES	RAFG10	ESCRENNES	25,39	0,06
RAFFARD GILLES	RAFG13	ESCRENNES	2,17	0,12
RAFFARD GILLES	RAFG15	ESCRENNES	0	0,98
RAFFARD GILLES	RAFG19	ESCRENNES	4,99	0,03
RAFFARD GILLES	RAFG21	ESCRENNES	0	0,59
RAFFARD GILLES	RAFG24	ESCRENNES	0	1,65
RAFFARD GILLES	RAFG25	ESCRENNES	0	0,05
RAFFARD GILLES	RAFG74	ESCRENNES	0	2,15
RAFFARD GILLES	RAFG75	MAREAU-AUX-BOIS	1,03	0,23
RAFFARD GILLES	RAFG86	ESCRENNES	1,3	0,55
RAFFARD GILLES	RAFG90	ESCRENNES	15,16	0,77
RAFFARD GILLES	RAFG91	ESCRENNES	0	0,87
RAFFARD GILLES	RAFG93	SANTEAU	5,84	0
RAFFARD GILLES	RAFG94	SANTEAU	0	0,34
SCEA GUILLET	GUP01	PITHIVIERS-LE-VIEIL	15,13	0
SCEA GUILLET	GUP02	PITHIVIERS-LE-VIEIL	1,19	0,01
SCEA GUILLET	GUP03	ESCRENNES	28,9	0,22
SCEA GUILLET	GUP04	ESCRENNES	3,48	0,35
SCEA GUILLET	GUP05	ESCRENNES	7,58	0,69

## ANNEXE 2

SCEA GUILLET	GUP06	ESCRENNES	3,8	0,07
SCEA GUILLET	GUP07	ESCRENNES	14,8	0,46
SCEA GUILLET	GUP12	ESCRENNES	1,41	0,35
SCEA GUILLET	GUP13	LAAS	18,45	0,07
SCEA GUILLET	GUP14	LAAS	11,7	0
SCEA GUILLET	GUP15	LAAS	32,16	0,35
SCEA GUILLET	GUP16	ATTRAY	9,75	0
SCEA GUILLET	GUP17	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	9,17	0
SCEA GUILLET	GUP18	BOUILLY-EN-GÂTINAIS	1,43	0
SCEA GUILLET	GUP19	ESCRENNES	4,13	0
SCEA RIVET	SRIV01	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,04	0
SCEA RIVET	SRIV02	JOUY-EN-PITHIVERAIS	5,9	0
SCEA RIVET	SRIV03	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3,59	0,53
SCEA RIVET	SRIV04	JOUY-EN-PITHIVERAIS	5,44	0
SCEA RIVET	SRIV05	JOUY-EN-PITHIVERAIS	6,11	0
SCEA RIVET	SRIV06	JOUY-EN-PITHIVERAIS	8,42	0,06
SCEA RIVET	SRIV07	JOUY-EN-PITHIVERAIS	10,24	0,72
SCEA RIVET	SRIV08	PITHIVIERS-LE-VIEIL	0,01	0,62
SCEA RIVET	SRIV10	JOUY-EN-PITHIVERAIS	10,94	0
SCEA RIVET	SRIV11	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,38	0
SCEA RIVET	SRIV12	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0	0,14
SCEA RIVET	SRIV13	JOUY-EN-PITHIVERAIS	0	0,59
SCEA RIVET	SRIV14	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3,79	0
SCEA RIVET	SRIV15	JOUY-EN-PITHIVERAIS	1,38	0
SCEA RIVET	SRIV16	JOUY-EN-PITHIVERAIS	3,29	0
SOULAS LUDOVIC	SOL01	CHILLEURS-AUX-BOIS	26,51	0,74
SOULAS LUDOVIC	SOL02	CHILLEURS-AUX-BOIS	18,89	0,61
SOULAS LUDOVIC	SOL03	CHILLEURS-AUX-BOIS	0,43	0,22
SOULAS LUDOVIC	SOL04	CHILLEURS-AUX-BOIS	3,69	0,53
SOULAS LUDOVIC	SOL05	CHILLEURS-AUX-BOIS	0,65	0,33
SOULAS LUDOVIC	SOL06	CHILLEURS-AUX-BOIS	13,11	0,6
SOULAS LUDOVIC	SOL07	CHILLEURS-AUX-BOIS	2,64	0,13
SOULAS LUDOVIC	SOL08	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,73	0
SOULAS LUDOVIC	SOL09	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,26	0
SOULAS LUDOVIC	SOL10	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,76	0,17
SOULAS LUDOVIC	SOL11	CHILLEURS-AUX-BOIS	0,52	0
SOULAS LUDOVIC	SOL12	CHILLEURS-AUX-BOIS	2,37	0,1
SOULAS LUDOVIC	SOL13	CHILLEURS-AUX-BOIS	0,34	0
SOULAS LUDOVIC	SOL14	NEUVILLE-AUX-BOIS	13,52	0,37
SOULAS LUDOVIC	SOL18	NEUVILLE-AUX-BOIS	3,64	0,44
VALLEE SAMUEL	GDLL01	SANTEAU	0	0,74
VALLEE SAMUEL	GDLL02	SANTEAU	0	0,66
VALLEE SAMUEL	GDLL03	CHILLEURS-AUX-BOIS	3,52	0
VALLEE SAMUEL	GDLL04	ATTRAY	0	1,02
VALLEE SAMUEL	GDLL05	CHILLEURS-AUX-BOIS	19,5	0,23
VALLEE SAMUEL	GDLL06	MAREAU-AUX-BOIS	3,13	1,17
VALLEE SAMUEL	GDLL07	MAREAU-AUX-BOIS	0	0,29
VALLEE SAMUEL	GDLL09	CHILLEURS-AUX-BOIS	14,95	0
VALLEE SAMUEL	GDLL11	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	1,01
VALLEE SAMUEL	GDLL18	MAREAU-AUX-BOIS	7,96	0,52
VALLEE SAMUEL	GDLL20	MAREAU-AUX-BOIS	26,72	0,5
VALLEE SAMUEL	GDLL26	SANTEAU	1,84	0,06
VALLEE SAMUEL	GDLL27	SANTEAU	0	0,55
VALLEE SAMUEL	GDLL28	SANTEAU	0	0,71
VALLEE SAMUEL	GDLL29	SANTEAU	0	0,68
VALLEE SAMUEL	GDLL32	SANTEAU	0	0,2
VALLEE SAMUEL	GDLL34	SANTEAU	0	0,78
VALLEE SAMUEL	GDLL35	SANTEAU	12,78	0
VALLEE SAMUEL	GDLL36	SANTEAU	1,29	0
VALLEE SAMUEL	GDLL37	SANTEAU	0	0,38
VALLEE SAMUEL	GDLL39	SANTEAU	4,61	0,91
VALLEE SAMUEL	GDLL40	SANTEAU	3,31	0,65
VALLEE SAMUEL	GDLL41-C1	SANTEAU	31,7	0,36
VALLEE SAMUEL	GDLL42	SANTEAU	0,62	0,78
VALLEE SAMUEL	GDLL42bis	SANTEAU	0	0,13
VALLEE SAMUEL	GDLL43	SANTEAU	0	0,51
VALLEE SAMUEL	GDLL44	SANTEAU	0	1,19
VALLEE SAMUEL	GDLL48	VRIGNY	4,41	0,52
VALLEE SAMUEL	GDLL54	SANTEAU	0	0,58
VALLEE SAMUEL	GDLL55	SANTEAU	8,24	0
VALLEE SAMUEL	GDLL56	SANTEAU	1,41	0,36
VALLEE SAMUEL	GDLL57	CHILLEURS-AUX-BOIS	9,23	0
VALLEE SAMUEL	GDLL58	CHILLEURS-AUX-BOIS	39,21	0

## ANNEXE 2

VALLEE SAMUEL	GDLL59	CHILLEURS-AUX-BOIS	6,07	0
VALLEE SAMUEL	GDLL62	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,22	2,09
VALLEE SAMUEL	GDLL63	CHILLEURS-AUX-BOIS	1,59	0,37
VALLEE SAMUEL	GDLL65	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,99
VALLEE SAMUEL	GDLL66	CHILLEURS-AUX-BOIS	0	0,52
VALLEE SAMUEL	GDLL67	CHILLEURS-AUX-BOIS	8,03	0,32
VALLEE SAMUEL	GDLL87	ESCRENNES	0	1,53
VALLEE SAMUEL	GDLL88	SANTEAU	9,85	0,27
VALLEE SAMUEL	GDLL89	ESCRENNES	0	1,08
VALLEE SAMUEL	GDLL98	ESCRENNES	0	1,55
VALLEE STEPHANE	VAS01	CHILLEURS-AUX-BOIS	10,83	0
VALLEE STEPHANE	VAS03	CHILLEURS-AUX-BOIS	28,22	0
VALLEE STEPHANE	VAS04	CHILLEURS-AUX-BOIS	6,17	0,41
VALLEE STEPHANE	VAS06	NEUVILLE-AUX-BOIS	46,33	1,43
VALLEE STEPHANE	VAS07	NEUVILLE-AUX-BOIS	7,38	0,54
VALLEE STEPHANE	VAS08	NEUVILLE-AUX-BOIS	2,7	0,32